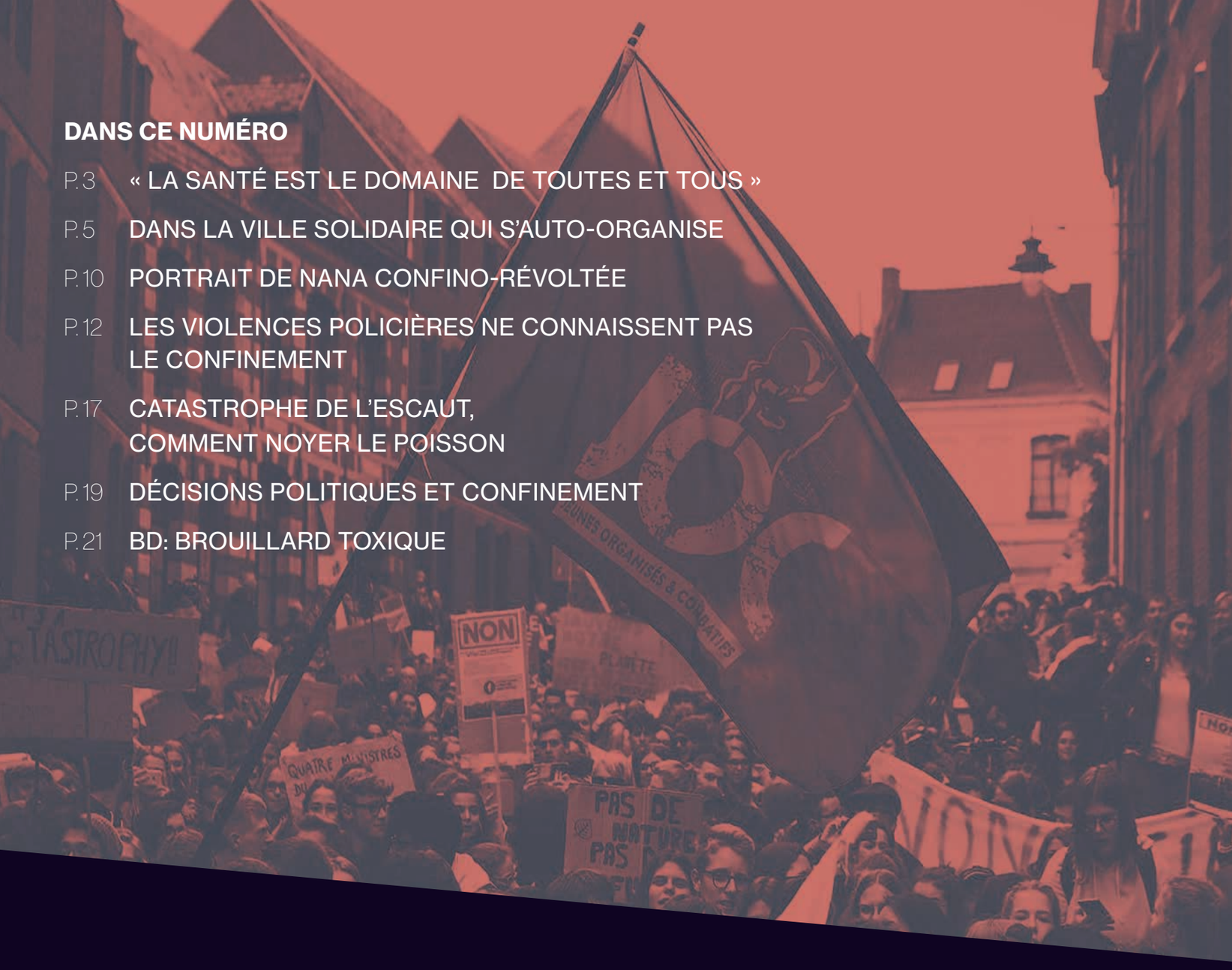
Bureau de dépôt:
BRUXELLES X
N° de client
P912345

ORGANISE-TOI

UN JOURNAL DES JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

TRIMESTRIEL N°11 - JUIN 2020

PAS DE RETOUR À L'ANORMAL



DANS CE NUMÉRO

P. 3 « LA SANTÉ EST LE DOMAINE DE TOUTES ET TOUS »

P. 5 DANS LA VILLE SOLIDAIRE QUI S'AUTO-ORGANISE

P. 10 PORTRAIT DE NANA CONFINO-RÉVOLTÉE

P. 12 LES VIOLENCES POLICIÈRES NE CONNAISSENT PAS LE CONFINEMENT

P. 17 CATASTROPHE DE L'ESCAUT, COMMENT NOYER LE POISSON

P. 19 DÉCISIONS POLITIQUES ET CONFINEMENT

P. 21 BD: BROUILLARD TOXIQUE

JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

COMMENT ON AGIT ?

Nous sommes un mouvement antisexiste, antiraciste et anticapitaliste qui s'organise à la base, par groupe selon la région ou les affinités.

Nous fonctionnons de manière démocratique et horizontale: tout le monde s'exprime et participe aux décisions !

Nous décidons ensemble des campagnes à mener, nous mobilisons autour de nous et menons des actions sur le terrain pour nous libérer de toute forme d'oppression.

Nous développons des alternatives et des projets pour changer les choses ici et maintenant.

CE QUE L'ON FAIT

Pour ne pas rester isolé-e-s, on se réunit pour discuter et réfléchir sur les situations que nous vivons, pour décrypter l'actualité et le monde qui nous entoure.

Nous organisons des discussions, des cinés-débats, des soirées, des formations, etc...

Nous luttons pour une société égalitaire, juste et solidaire.

Ne nous laissons pas rabaisser constamment, organisons-nous pour affirmer notre dignité et faire entendre notre voix !

CE QUE L'ON VEUT !

Nous voulons vivre dans une société où tout le monde peut circuler librement, où chacun·e a droit à un logement digne, à un revenu, à une formation accessible, à un futur.

Nous voulons une démocratie réelle où les prises de décisions sont collectives et où chacun·e a son mot à dire.

Nous voulons contrôler nos vies, acquérir notre autonomie et nous émanciper de la logique marchande qui nous réduit à des consommateurs·trices et des travailleurs·euses

Nous sommes convaincu·e·s qu'un autre monde est nécessaire, nous sommes déterminé·e·s à tout mettre en œuvre pour le réaliser.

WWW.JOC.BE

« LA SANTÉ EST LE DOMAINE DE TOUTES ET TOUS »

crédit photo : *La santé en lutte*

Pouvez-vous nous raconter comment est né le collectif et comment il agit ?

Le mouvement de la *Santé en Lutte* est né de la volonté de rassembler toutes les catégories de personnels qui travaillent dans les soins : infirmiers, infirmières brancardiers, brancardières, médecins, techniciens, techniciennes, nettoyeurs, nettoyeuses, tous ceux qui travaillent dans les institutions de soin ; pas seulement les hôpitaux, mais aussi les maisons de repos et autres institutions de soin. Nous voulions rassembler pour mobiliser et réagir à la dégradation constante des conditions de travail du personnel soignant et du système de santé en général.

Le mouvement a commencé à l'occasion de la grève des femmes du 8 mars 2019, lors d'une première grève des infirmières de l'Hôpital Brugmann qui réclamaient de meilleures conditions de travail. Par la suite d'autres hôpitaux se sont mobilisés et, le 3 juin 2019, plusieurs hôpitaux (surtout les Hôpitaux Publics bruxellois) ont fait grève. Suite à cela, il y eut plusieurs jours de protestations variées, partout en Belgique.

Notre travail est surtout de visibiliser les vécus sur le terrain et les multiples préoccupations de nos collègues, même les plus petites, même celles qui n'apparaissent pas toujours dans les cahiers de revendications. Comme outils, nous avons une pétition en ligne et notre site internet ainsi que nos listes de diffusion (Facebook, WhatsApp et autres). Nous cherchons à intensifier le travail de terrain. Par exemple, l'année dernière, nous avons mené une campagne qui consistait à parler avec les travailleurs pour qu'ils déclarent leur service d'abord « en détresse » et puis « en lutte ». Nous avons aussi un gros travail d'organisation d'actions collectives (manifestations et soutien aux grèves).

Comment êtes-vous positionné par rapport aux syndicats ?

Plusieurs membres de l'équipe de coordination de la Santé en Lutte militent dans des organisations syndicales ; cependant notre collectif n'est pas né d'une initiative de ces organisations. Nous poussons à la syndicalisation et voulons faire converger les revendications des différents secteurs et sous-secteurs. Nous voulons développer nos relations avec les organisations syndicales pour travailler ensemble et les pousser à réagir davantage. Notre objectif est de rassembler tous les soignants, qu'ils/elles soient syndiqué-es ou pas, pour lutter.

Qu'est-ce que la pandémie et le déclenchement du confinement ont changé pour la vie du collectif ?

Le secteur de la santé et les institutions de soins sont oubliés depuis des années. Maintenant que l''on est en première ligne, il existe une héroïsation des soignants, des remerciements, etc. Mais toujours pas de matériel, pas d'effectifs, peu de conscientisation collective sur l'importance des services de santé publique et de qualité. On a énormément de témoignages de collègues qui nous racontent leurs difficultés dans cette période de pandémie. L'accès médiatique existe, mais reste encore très limité. On a l'impression que le constat de la mauvaise gestion de cette crise est partagé largement et que nous sommes devant un enjeu majeur de mobilisation populaire sur la question de l'accès à la santé et des moyens nécessaires pour rendre nos soins accessibles à toutes et tous.

Pour se coordonner en temps de pandémie on a dû faire des réunions virtuelles comme tout le monde et utiliser des outils de messagerie pour contribuer à la production de textes rapides et pour nous coordonner. Personnellement, je trouve que ça a été difficile.

En cette période de confinement, les gens sont encore plus sur les réseaux sociaux et découvrent ainsi une autre réalité, faite de souffrances, d'inégalités et d'injustices… Je pense que beaucoup de personnes sont en colère. Nos revendications touchent beaucoup de gens, qui sont devenus plus sensibles aux questions de soins de santé qu'avant. On espère qu'après la pandémie, cette conscientisation tienne dans le temps et que les

citoyens se rendent compte qu'ils ont aux côtés des soignants, aussi leur mot à dire. Il restera à rendre ce soutien actif dans une mobilisation tellement nécessaire dès qu'il sera possible de le faire. Nous avons pris l'initiative de l'appel à une grande manifestation post confinement qui aura lieu très certainement en septembre dès que la situation sanitaire le permettra.

Est-ce que vous pouvez nous en dire plus sur cette manifestation ?

Une manifestation importante était prévue pour le 29 mars. Il est évident que celle-ci a dû être annulée. Une date est prévue pour le 13 septembre, regroupant tous les travailleurs du secteur des soins de santés et tous les citoyens en défense d'une santé pour toutes et tous qui plus est, suite à cette crise qui nous aura montré les défaillances que celle-ci peut avoir lorsqu'elle est marchandisée. Nous ne savons pas encore si les événements massifs ou à titre revendicatif seront autorisés pour cette date-là. Il est certain que cela n'arrange aucun membre du gouvernement de voir de telles protestations parcourir les rues suite à leur gestion plus qu'incompétente de la crise sanitaire. Pour notre part, nous tiendrons bon et si le 13 septembre n'est pas possible, cette manifestation ne sera que reportée, mais elle aura lieu. On ne lâchera rien.

Pouvez-vous faire un bref point sur la situation sanitaire dans les hôpitaux et maisons de repos en ce moment ? Quelles sont les difficultés majeures que rencontrent le corps médical, et le personnel hospitalier dans son ensemble ?

La situation sanitaire actuelle est très grave. La pandémie de Covid-19 n'a fait qu'aggraver la situation préoccupante des hôpitaux et des autres institutions de soins et de santé. Après des années de coupes budgétaires, on se trouvait déjà dans une situation de manque de personnel et de manque de financement.

Aujourd'hui, avec la crise, l'épuisement du personnel s'est aggravé. La flexibilisation du travail a été considérablement augmentée : par exemple un travailleur qui a un horaire de nuit peut passer brutalement à travailler en journée ; celui qui n'avait pas de garde devra maintenant en faire ; si on ne devait pas travailler cette semaine, on peut être appelé à le faire quand même. Nous sommes même menacé·es de réquisition.

Dans beaucoup d'hôpitaux et de maisons de repos, il y a toujours très peu de matériel et le dépistage reste faible ou inexistant. Dans un hôpital, une cheffe d'un service d'urgence pédiatrique qui ne se sentait pas bien a demandé à plusieurs reprises à se faire tester. On le lui a toujours refusé, car son service n'était pas considéré comme « à risque ». Ce n'est qu'au moment où elle a été internée en soins intensifs qu'elle a enfin été testée (elle était positive). Nous recevons des témoignages semblables par dizaines ! Nous en publions un maximum sur Facebook. Nous n'avons pas de données sur le nombre de personnel soignant affecté par le Covid-19, ni combien en sont morts. Nous voulons obtenir ces chiffres ! À l'heure d'écrire ces lignes, le gouvernement belge ne fournit toujours pas assez de matériel de haute protection, n'organise toujours pas de dépistage massif, ne prend toujours pas de mesures fortes face à l'épuisement du personnel de première ligne. Le gouvernement met tous les soignants en danger de mort. Une honte.

Quelles sont, selon vous, les décisions politiques qui nous ont conduits à cette situation ?

- L'ensemble des coupes budgétaires depuis des années, dans la vague des politiques néolibérales en vigueur dans toute l'Europe et le monde entier.

- Le manque de cohérence face à la gestion de la crise en termes de santé publique qui aurait permis un dépistage massif de la population et une réquisition immédiate des matériels et médicaments nécessaires à la protection et soins du personnel de santé et de la population.

- Le manque de directives claires à l'ensemble des institutions de soins de santé qui aurait permis une meilleure gestion du manque de personnel et l'épuisement de celui-ci.

Il faut impérativement investir dans la santé et reconstruire un système de santé publique fort pour une santé accessible à tout·e·s et de qualité. Une santé publique plus axée sur la prévention. Concrètement, il faudrait dans un premier temps plus de personnel, une revalorisation des métiers de la santé, de meilleures conditions de travail, un refinancement des hôpitaux et des institutions des soins de santé.

« LA PRIORITÉ POUR NOUS C'EST MOBILISER LE PLUS GRAND NOMBRE ET LANCER AINSI LES BASES D'UN GRAND MOUVEMENT POPULAIRE POUR DES SOINS DE SANTÉ DE QUALITÉ POUR TOUTES ET TOUS ! »

Ne faudrait-il pas mettre en place une plateforme de lutte contre l'austérité qui dépasse, déborde, le domaine de la santé lui-même ?

Tout à fait. Il est impératif de mettre l'accent sur l'intersectionnalité des luttes. Non seulement pour le domaine de la santé, mais pour tous les secteurs publics soumis à une marchandisation extrême. La santé est le domaine de toutes et tous et c'est pour cela qu'une alliance soignant·e·s/patients est essentielle pour rediriger les priorités des politiques actuelles.

Comme personnes, collectifs ou associations, comment peut-on au mieux vous aider ? Quelles sont les priorités en ce moment ?

Relayer nos appels et communiquer est déjà un super premier pas. Il faut aussi faire le travail de sensibilisation et d'information sur la situation dans les soins de santé et de continuer à conscientiser la population sur les réels risques de définancement du système de soins de santé.

Soutenir nos revendications qui sont transposables dans les revendications de toutes les associations et collectifs du pays.

Montrer son soutien sous toutes les formes possibles. Les applaudissements c'est bien, mais scander nos revendications c'est mieux.

Mobiliser activement avec nous cet été pour la grande manifestation sera encore plus important pour assurer que l'on soit le plus nombreux possible dans la rue dès que possible. Donc la priorité pour nous c'est ça, mobiliser le plus grand nombre et lancer ainsi les bases d'un grand mouvement populaire pour des soins de santé de qualité pour toutes et tous !

DANS LA VILLE SOLIDAIRE QUI S'AUTO-ORGANISE

crédit photo : bsp liege

Nous sommes le jeudi 30 avril 2020. Cela fait maintenant sept semaines que nous sommes confiné·es chez nous, sept semaines que nous n'avons pas revu nos proches et nos amis. Les rues du centre de Liège sont vides et silencieuses. On ne peut s'empêcher de se demander si, avant le confinement, ce centre-ville n'était pas déjà un peu vide, d'une autre manière. Comme si cette situation exceptionnelle n'était finalement que le prolongement d'une dépossession plus ancienne, que chaque crise exacerbe. Une fois les rues vidées des touristes et privées du bruit du shopping, les logiques et les contradictions de notre société se dévoilent pour ce qu'elles sont. Les flux marchands et de capitaux devaient à eux seuls, et exclusivement à travers le contrôle de son espace, nourrir la ville. Mais en quoi ces flux sont-ils aujourd'hui utiles pour prendre soin de ses habitant·es ? Avec une partie de l'équipe de l'Organise-toi, nous nous sommes promenés aux quatre coins de cette ville, à la rencontre de ceux et celles qui ont décidé que le monde d'après, c'est maintenant qu'il commençait. Et si nous avons pu observer quelque chose durant cette balade, c'est que la ville n'était pas aussi vide et silencieuse que ça, qu'elle était remplie de toutes ces solidarités, de ces liens et de ces échanges qui s'activent de manière autonome, bon gré mal gré les autorités.

1° ÉTAPE : CAMPING SAUVAGE DE SANS ABRIS, COTEAUX DE LA CITADELLE

Nous avons rendez-vous au pied de la nouvelle passerelle en bois qui relie le quartier Saint-Léonard aux Coteaux. Les Coteaux sont un espace presque champêtre sur le versant gauche de la vallée de la Meuse à deux pas du centre-ville de Liège. Nous y rencontrons Sophie Bodarwé, elle se trouve à côté d'un caddie plein à craquer sur lequel est posé un gros thermos de café. Philippe Mercenier nous rejoint peu après, il pousse une brouette remplie de bidons d'eau. Tous les jours, depuis le début du confinement, ils apportent trois repas par jour à la vingtaine de sans-abris qui ont installé leurs tentes dans les Coteaux.

Comment se retrouve-t-on avec une brouette remplie de bouteilles d'eau dans les Coteaux ?

— Sophie : Suite à un appel de la ville aux premiers jours du confinement, j'ai récupéré un peu partout des assiettes et des couverts en plastique. J'ai finalement reçu plein de trucs à distribuer dont des cafetières et je me suis mise à faire du café. Je venais le distribuer, ici à côté de chez moi. C'est à ce moment-là que j'ai croisé Philippe pour la première fois. On a commencé à s'organiser.

— Philippe : Je suis à l'origine du *Collectif wallon d'aide aux migrants*. Nous organisons tous les mois un convoi à destination de campement de migrant·es. Nous sommes à soixante convois. On avait un convoi en préparation vers Calais et puis le Covid est arrivé, Macron ferme les frontières, le convoi est bloqué. Je croise Sophie. Pour faire court, le courant passe. Il y en a deux de plus : Marthe Moxhet et Stéphane Riga. Ça a démarré comme ça. On est là depuis presque deux mois, on est à 3000 repas distribués.

— Sophie : Et derrière nous, il y a plein de gens qui font à manger et nous donnent des colis. Il faut dire que les réseaux sociaux nous ont super fort aidés là-dedans. Personnellement, je n'ai jamais été bénévole dans l'aide aux sans-abris, j'ai juste activé mes réseaux d'amis.

Tu étais déjà active dans une initiative de quartier comme le Carnaval du Nord, est-ce que cela aide ?

— Sophie : Oui, effectivement. J'ai dit tout de suite à Philippe : « On distribue le café et on va demander aux autres de faire des crêpes comme pour le carnaval ». Tu arrives à motiver le quartier en disant : « On a fait le carnaval il y a quinze jours, c'était une de nos toutes dernières grosses fêtes, on a eu la chance de pouvoir le faire, si vous voulez continuer à faire des crêpes, il suffit de poursuivre notre lancée ». Il y a les familles du quartier, des gens qui ont eu envie de faire à manger avec leurs enfants. Il y a aussi des associations culturelles qui sont en train de crever financièrement, qui n'ont pas d'aide et qui ont donné plein de trucs qui allaient être bientôt périmés. Ils auraient pu les utiliser entre eux, mais non, ils les ont donnés. Dans le campement, on distribue des chips, de la bière, mais de bonnes bières, qui rendent le truc plus cool. C'est pour ça qu'il y a une bonne ambiance même si parfois il y a des trucs trashs.

— Philippe : Extraordinaire solidarité du quartier et pas que. On reçoit aussi des repas ou des colis d'autres quartiers de Liège mais aussi d'autres villes proches ou moins proches (Barchon et Charleroi chaque semaine depuis le début par exemple). À tel point qu'on refuse des propositions de repas venant du réseau organisé par la ville, on n'en a pas besoin. La solidarité suffit.

— Sophie : Et c'est plus simple à gérer. Avec la ville, c'est l'infrastructure de procédure bureaucratique. C'est super chiant. Tandis qu'ici, c'est hyper organique. Les choses arrivent, elles sont distribuées, on sait ce qu'on veut, on sait ce qu'il faut. C'est simple. D'ailleurs, la simplicité est un peu le truc qui me fait tenir depuis le début.

Vous avez d'autres objectifs qu'aider les sans-abris ?

— Phillipe : Notre objectif est d'essayer que les habitants du camp aillent le moins possible en ville pour ne pas s'exposer au virus. Pourquoi vont-ils en ville ? Pour aller chercher du tabac, de l'alcool ou de la drogue. Le tabac et l'alcool, on peut leur en amener. J'aurais bien voulu étendre cette démarche au parc Astrid, on en a discuté avec la ville, mais elle n'était pas d'accord. On parle d'une ou deux bières par soirée. Quand on rentre chez nous, on boit aussi une bière. Ici dans les coteaux, depuis le confinement, ils boivent moins, ils fument moins. On a l'impression que ça tient la route même s'ils sont tous dans la merde. Il y a plus ou moins 25 personnes ici. Il faut les aider, le chemin est encore long pour certain.

Et l'après ?

— Sophie : J'en parle déjà avec mes amis. Avec le déconfinement, on va arrêter de venir ici dans les coteaux, les SDF vont retourner en ville et recommencer à faire la manche. J'aimerais bien que la solidarité qu'on voit maintenant continue d'une autre façon. Que les gens trouvent une bonne manière de se relationner avec les autres, en donnant plus ou autrement.

— Philippe : La vraie solution serait de construire des logements sociaux.

Est-ce que vous n'avez pas l'impression qu'on profite de votre bénévolat et que la ville se repose sur vous pour faire les missions qu'elle ne fait plus ?

— Sophie : C'est certain ça. Mais pour moi, il y avait une urgence. Il y a eu beaucoup de gens impliqués. Il faut continuer cette forme de solidarité en circuit court !

— Philippe : Je te réponds oui et non. Ici, on connaît le terrain. Après le déconfinement, je vais prendre la parole sur l'incompétence du président du CPAS, sur l'incompétence de la Ville de Liège, sur l'incompétence lors de la distribution des repas, sur les jours qu'il a fallu pour ouvrir des douches et amener de l'eau au parc Astrid géré par les autorités alors qu'aux Coteaux, on amène 150 Litres d'eau tous les jours avec ma brouette. Il faut une Commission d'enquête au niveau de la ville pour que tout ce que l'on a pu observer ici sur le terrain ne se reproduise plus.

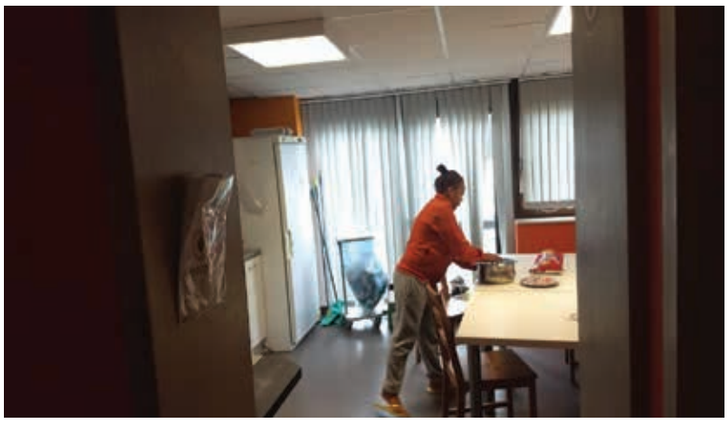
2° ÉTAPE : CAMP « OFFICIEL » DE LA VILLE, PARC ASTRID

Nous arrivons au parc Astrid en Coromeuse, plutôt en périphérie de la ville. Le parc est situé entre les berges de la Meuse et les voies rapides qui longent le fleuve. C'est ici que s'organisait le festival les Ardentes. Il fait calme et le soleil est présent. La ville de Liège a réquisitionné ce beau parc pour y loger des sans-abris sous tentes. À la vue du camp, Philippe ne décolère pas : « Dès le début, j'ai trouvé que le parc Astrid, ce n'était pas la solution. Ici il y a 75 sans-papiers et sans-abris. On a mis quinze jours pour trouver le robinet des douches. Je ne peux pas m'empêcher de faire le parallèle entre les coteaux gérés par des bénévoles et le parc Astrid géré par la ville. Dans les tentes que l'on a fournies aux Coteaux, on peut se tenir debout dedans. Ici au parc Astrid, ce sont de petites tentes rampantes de mauvaise qualité. Impossible de rester dedans sauf pour dormir. Ta gueule sur le sol, sans lit de camp. Pour moi, il fallait réquisitionner un hôtel. Mais pas possible pour eux. Après, on aurait dû les remettre à la rue. Si l'objectif c'était de les mettre dans l'environnement qui est le plus proche de leur quotidien de SDF et bien c'est réussi. Dans les coteaux, on essaye de faire le contraire, on relève la barre. Il y a du soleil là maintenant, mais au moment où la ville réquisitionne ce parc, il gèle la nuit. On aurait voulu quelque chose de mieux pour les sans-abris. Je trouve qu'ils méritent mieux. »

— Philippe : Pour la petite histoire, quand la ville a installé le camp, on leur a prêté les 50 sacs de couchage qui étaient au départ prévus pour les migrants de Calais. La ville vient de nous les rendre. Les autorités n'étaient pas préparées pour organiser quoi que ce soit. Au tout début du confinement, je me suis retrouvé à une réunion d'organisation avec le président du CPAS, il n'avait pas de masque. On est six à la réunion et seulement deux personnes avec un masque, moi et un médecin. Au point qu'un moment, le président du CPAS se dispute avec un sans-abri et ils se retrouvent à trente centimètres l'un de l'autre. Ils n'avaient pas conscience de la gravité de la situation.

3° ÉTAPE : MIGRATIONS LIBRES, ANCIENNE CLINIQUE DE L'ESPÉRANCE, MONTEGNÉE

Nous avons rendez-vous dans une maison autrefois destinée à l'accueil de familles de personnes hospitalisées à la clinique de l'Espérance. Celle-ci a été vidée deux semaines avant le confinement suite au déménagement vers le nouvel hôpital du Mont Légia. Cette maison, gérée par des bénévoles, accueille maintenant des sans-papiers. Carine Gaul et Thierry Mùller, du collectif Migrations Libres, nous reçoivent dans une pièce qui a tout d'une crèche, lino et murs couleurs pastel compris.



Comment est né le collectif Migrations Libres ?

— Thierry : Migrations Libres a été créé par des personnes qui avaient envie de se lancer dans l'hébergement de personnes exilées et de renforcer la dynamique qui avait été initiée par la Plateforme d'hébergement citoyenne. La Plateforme touchait des gens qui n'étaient pas dans un cadre militant classique, elle mobilisait beaucoup de monde. Et puis, elle perturbait passablement le gouvernement de l'époque, dominé par la NVA et le MR, en provoquant des brèches et pas mal de tension en son sein. Cela nous a semblé plus efficace à ce niveau-là que les initiatives syndicales et autres qu'il y avait eu auparavant. Nous avons eu envie de nous impliquer, mais avec la particularité que nous étions tous précaires, nous ne vivons pas dans des habitations suffisamment grandes pour nous permettre de faire de l'hébergement. Nous nous sommes dit que ce serait bien de trouver un lieu associatif qui nous permet d'héberger plusieurs personnes à la fois et qu'il soit aussi géré collectivement. Cela nous permet de mutualiser les moyens : beaucoup de petits sous, ça peut faire des moyens suffisants pour se lancer dans l'hébergement. Nous avons trouvé un lieu associatif qui a prêté son dortoir deux fois une semaine par mois.

À côté de ça, nous avions aussi envie de mener une lutte politique au sens plus classique du terme, nous nous sommes associés à d'autres collectifs, comme la Voix des sans-papiers, pour des soirées d'informations et de sensibilisations, de présences dans l'espace public, pour essayer de remuer les choses autour des revendications qu'on porte. Ce sont les revendications classiques des mouvements de sans-papier c'est-à-dire la fermeture des centres fermés, la régularisation la plus large possible des sans-papiers, des couloirs sécurisés pour ceux qui veulent juste traverser le territoire, l'arrêt des rafles policières et des contrôles au faciès. La réflexion particulière que l'on voulait avoir et que l'on n'a pas encore vraiment eue parce qu'on a été pris par notre action, c'est de voir comment on peut construire des revendications communes entre précaires d'ici et précaires de là-bas. Nous avons aussi développé une réflexion sur notre pratique, la micropolitique de ce que l'on construit ensemble entre ceux qui ont des papiers et ceux qui n'ont pas de papier. Cela reste une question compliquée, mais majeure.

Les manières de faire et de discuter des militants peuvent se heurter à d'autres manières de faire. Les sans-papiers participent aux assemblées générales et aux groupes de travail. Cette participation se fait avec beaucoup de difficulté, celle de la langue et des procédures de discussions collectives que les militants ont l'habitude d'avoir. Faire trois heures de discussion assis sur une chaise, ce n'est pas d'emblée donné à tout le monde.

Vous pouvez nous expliquer ce qui se passe ici ?

— Carine : Concrètement, il y a trois maisons qui sont dans la même rue, pas tout à fait l'une à côté de l'autre, mais presque. Elles accueillent depuis le confinement des sans-papiers. Le projet, ici, est un projet du réseau « Liège Ville Hospitalière ». (Dans la première maison, il y a huit garçons. Au milieu, c'est la maison la plus équipée, il y a deux dames avec un bébé. Dans la maison où l'on se trouve en ce moment, il y a quatre dames. Des bénévoles font les grosses courses et des repas sont apportés de l'extérieur. Il y a une infirmière qui passe régulièrement. Chaque maison à une personne responsable parmi les trois associations qui s'occupent concrètement du projet : le groupe de soutien à la Voix des Sans-Papiers, la Plateforme d'Hébergement citoyenne et Migrations Libres.

« LES AUTORITÉS NE NOUS ONT DONNÉ AUCUNE RÉPONSE POSITIVE POUR UN LIEU. C'EST LE HASARD QUI NOUS A CONDUITS À UNE SOLUTION. L'IDÉE AU DÉPART N'ÉTAIT PAS DE FAIRE LE BOULOT À LEUR PLACE.

Comment avez-vous trouvé ces maisons dont le propriétaire est un investisseur privé ?

— Carine : Le lieu d'hébergement que l'on avait a dû fermer ses portes pour raison de confinement. On s'est retrouvé chez nous et les migrants à la rue. Il y a eu une réflexion au sein d'un réseau d'associations et de collectifs, Liège ville hospitalière, qui est actif sur la question migratoire. Nous avons interpellé les autorités de la ville pour voir ce qu'ils pouvaient faire pour les migrants en cette période de confinement. Ils ont proposé de mettre tout le monde au campement du parc Astrid, sans-abris et migrants. Cela a été l'unique réponse de la ville. À ce moment-là, il gelait encore la nuit, je trouve ça délirant. Ils n'entendaient d'ailleurs même pas qu'il puisse y avoir des dispositifs différents pour les sans-abris et les sans-papiers. Et surtout, ils ne voulaient pas qu'apparaisse une politique différente. Il y a eu une négociation pour des femmes isolées, des sans-papiers qui ont des problèmes de santé et particulièrement exposé·es. Tout cela n'a abouti à rien.

— Thierry : Le groupe logement/hébergement de la plateforme *Liège ville hospitalière* a pris les choses en main. Nous avons été vers d'autres niveaux de pouvoir pour essayer d'obtenir un soutien. Nous avons demandé un lieu qui puisse accueillir 30 personnes, encadrées professionnellement avec un apport bénévole. Nous avons demandé l'ouverture de l'auberge de jeunesse qui est libre et complètement équipée, on a pensé aux internats, aux halls omnisports, aux infrastructures sportives, aux clubs de

foot…. Nous avons suggéré tout ça aux institutions. Rien n'a été possible, même pas leurs centres d'hébergement. Les autorités ne nous ont donné aucune réponse positive pour un lieu. C'est le hasard qui nous a conduits à une solution. L'idée au départ n'était pas de faire le boulot à la place des autorités, mais de leur mettre la pression pour qu'elles fassent le boulot. Elles nous ont filé de l'argent dans le cadre d'un subside exceptionnel de la Région wallonne pour cause de Covid 19 et débrouillez-vous avec ça. J'ai lu l'interview de Paul Van Butsele, patron de la société immobilière Bluestone Invest qui a racheté les cliniques du groupe CHC. J'ai tenté ma chance et j'ai eu Paul Van Butsele au téléphone. Il nous a proposé trois maisons à côté de l'hôpital de l'Espérance. Nous les avons visitées avec lui et nous avons dit oui tout de suite : les maisons étaient bien équipées pour accueillir des familles. Les institutions n'ont même pas voulu signer une convention ni être l'aval quand nous avons trouvé cette solution des trois maisons. Les grosses institutions internes à Liège ville Hospitalières ont accepté de signer. Tout le boulot est fait par les bénévoles : l'installation des résidents, les petites réparations, la gestion des équipes, les courses, les lessives, la nourriture, la supervision, le suivi des consignes sanitaires et médicales. Nous avons obtenu des masques grâce aux groupes de femmes de la Voix des Sans-Papiers.

« COMMENT ON PRATIQUE LA SOLIDARITÉ ? QUELS PROBLÈMES CELA POSE ? COMMENT TU T'ORGANISES COLLECTIVEMENT ? JE NE PENSE QUE LA SOLUTION EST DE DIRE : OUF L'ÉTAT VA PRENDRE LES CHOSES EN MAINS.

Comment en arrive-t-on à ce que des autorités s'en remettent à des associations pour gérer des problèmes sanitaires ?

— Thierry : C'est tout à fait dans la logique libérale, celle du partenariat « public-privé ». C'est dans leur logique. De plus, je pense qu'il y a une peur politique de dire qu'ils aident ce genre de personnes. Plus c'est discret, mieux c'est.

— Carine : On a trop laissé l'idée d'hospitalité à l'État et maintenant il n'y a plus grand monde qui sait comment ça marche. Il faut un peu tout réinventer. Comment on pratique la solidarité ? Comment tu accueilles les gens ? Quels problèmes cela pose ? Comment tu t'organises collectivement pour ça ? Tout doit être réinventé. Je ne pense que la solution est de dire : « Ouf l'État va prendre les choses en main. Maintenant, on peut retourner chacun à ses casseroles et refermer nos portes. Rentrez chez vous, Mesdames et messieurs. » Je trouve que cela serait désastreux. La question de l'hospitalité, il faut que l'on l'intègre dans nos pratiques et il ne faut pas que l'on démissionne sur ces questions-là. Comment cela doit se faire ? Comment ne pas être le supplétif d'un ensemble de politiques migratoires qui restent dégueulasses ? Il faut des moyens publics mis sur la table, mais il ne faut pas que l'on retourne à une hospitalité bureaucratique. Cela ne peut pas fonctionner. La convention avec le propriétaire des maisons est jusqu'au 31 juillet. On serait bien tenté de prolonger l'expérience. On n'arrête pas d'avoir des demandes d'hébergement. On pourrait loger des dizaines de familles. Humainement, c'est très riche comme dynamique et comme projet. Cela remplit ton existence de façon très intense.

4° ÉTAPE : ATELIER COUTURE, QUARTIER SAINT-WALBURGE.

Marie Paule Wynants sort de sa maison. Elle est couturière bénévole et coordonne la confection au sein de l'atelier couture issu l'occupation de la Voix des Sans-Papiers. Spontanément, elle nous signale qu'elle était militante jociste dans sa jeunesse. Dans sa main droite, elle tient un masque.

— Marie Paule : Quand je me suis retrouvée pensionnée, j'ai voulu continuer une activité. J'étais aide-familiale, j'avais beaucoup de contact avec les familles en difficulté. Il y a quatre ans, je me suis impliquée dans l'atelier couture issu de l'occupation de sans-papier à Burenville. Au début, ce n'était pas évident. Il a fallu tout créer. Depuis maintenant un an, nous sommes un groupe de 22 personnes sans-papiers et de 9 personnes bénévoles, dont un professeur de couture. Nous avons des machines à coudre que nous avons achetées ou reçues petit à petit. Nous produisons aussi des choses qui peuvent se vendre. Cela fait un peu d'argent, la dignité passe par là. Chaque mois, nous pouvons redistribuer l'argent de nos ventes aux personnes qui ont travaillé. L'idée est d'arriver vers un salaire. Nous avons déjà un nom « Atemos » pour Atelier du Monde Solidaire. C'est en construction. On discute des objectifs.

Qu'est-ce qui a changé avec la crise sanitaire ?

— Marie Paule : Depuis le confinement, nous travaillons chacune chez nous. Sur internet, on a vu, les tutoriels et des appels à fabriquer des masques. On s'est dit : « *Pourquoi pas !* » C'est allé très vite. On a commencé à couper le tissu, à se mettre d'accord sur les techniques de fabrication, à réfléchir sur comment on allait être autonome chacune. On a distribué les machines de l'atelier pour que chacune puisse travailler. Depuis, nous coupons, nous cousons et nous produisons des masques ; des centaines par jour. On a commencé à vendre les masques à 3 euros et puis on s'est rendu compte qu'il fallait aussi protéger celles et ceux qui n'en ont pas les moyens comme les sans- papiers, et on a lancé le « *prix libre* ». Par notre action, nous voulons faire connaître la réalité des sans-papiers et montrer que celles-ci sont impliquées dans la vie de notre pays et qu'elles veulent être reconnues pour ça. Ces couturières sans-papiers protègent la population, mais qui les protègent, elles ?

On travaille depuis 7 semaines maintenant, tous les jours, sans relâche. On ne peut pas travailler gratuitement. Il faut de la dignité pour tous et la dignité pour tous passe par un salaire. On a eu des demandes de travail gratuit. On ne peut pas demander aux personnes qui n'ont rien de travailler pour rien. Moi je peux faire du bénévolat, j'ai ma pension qui tombe tous les mois, mais demander à des gens qui n'ont rien de faire du bénévolat, c'est de l'exploitation. Le confinement est très dur, il y a les enfants et il faut travailler parfois la nuit. Mais, elles gardent toutes l'espoir que demain sera meilleur, qu'elles pourront avoir des papiers et un salaire décent.

5° ÉTAPE : BRIGADES DE SOLIDARITÉ POPULAIRE, QUARTIER DE BRESSOUX.

Nous cherchons les Brigades de Solidarité populaire de Liège, tout juste mises sur pied. C'est Seb qui nous reçoit, militant autonome et antifasciste, il nous explique leur plan.

— Seb : Les brigades partent d'Italie. C'est le mouvement autonome milanais qui a pris cette initiative pour contrer le discours sur la charité et repolitiser la solidarité, montrer du doigt tout ce que le néolibéralisme a mis en place qui est catastrophique pour la santé des gens. De Milan, les brigades se sont déployées à Paris, Genève, Bruxelles et on a décidé d'en lancer une ici à Liège. Il faut étendre cette solidarité immédiate, pour et avec les populations les plus touchées par la crise, qui sont aussi celles dont l'État se désintéresse structurellement. On n'a pas besoin de l'État pour s'organiser, il faut reprendre notre pouvoir par rapport à l'État et au capitalisme. L'entraide est politique ce n'est pas de la charité. Recréer du lien entre nous est d'autant plus nécessaire vu la crise économique qui arrive. Nous ne sommes pas tous seuls face à cela. Cette situation n'est pas inéluctable. La base des brigades est de s'organiser dans les quartiers, de partir d'une base locale.

« L'ENTRAIDE EST POLITIQUE CE N'EST PAS DE LA CHARITÉ. RECRÉER DU LIEN ENTRE NOUS EST D'AUTANT PLUS NÉCESSAIRE VU LA CRISE ÉCONOMIQUE QUI ARRIVE

Concrètement comment vous êtes-vous organisés ?

— Seb : Nous avons ouvert une page Facebook avec desformulaires en ligne. Après avoir fait tourner la communication, nous avons ouvert une permanence ici à Entre murs/Entre mondes, le jeudi et le vendredi de 16 h à 19 h pour la récolte. Nous allons aussi avoir une nouvelle permanence au CC Kali, le lundi et le mardi de 12 h à 16 h. Nous récoltons des produits de première nécessité à destination de personnes isolées et d'associations qui leur viennent en aide. Nous appelons à récolter en premier lieu du savon, du gel hydroalcoolique, du vinaigre, des lingettes, des masques, de la nourriture non périssable, des protections menstruelles, des médicaments. On a fait une maraude aussi. Si des personnes sont intéressées à rejoindre la brigade, il suffit d'écrire à l'adresse mail bspliege@gmail.com. Nous sommes ouverts à toutes les demandes. À Paris, ils font une brigade d'éducation populaire, ils aident les enfants dans leur devoir et font des photocopies.

Vous parlez d'« autodéfense sanitaire », tu peux nous dire ce que c'est pour toi ?

— Seb : C'est ne pas attendre que les institutions s'occupent de livrer les masques par exemple. Mais s'entraider, ne pas attendre, mais faire en sorte qu'à partir d'en bas nous recréions du lien et apprenions à nous protéger collectivement.

Tu n'as pas peur que l'auto-organisation et l'auto-coopération des gens d'en bas ne soient mises au service de la valorisation capitaliste ?

— Seb : Cette question est dans les brigades. Le message politique est fondamental si on veut éviter cet écueil. Nous devons aussi construire des revendications à partir de cette solidarité qui existe pour contrer les politiques néolibérales.

DERNIÈRE ÉTAPE: CANTINE POPULAIRE «LE CHAUDRON», CAFÉTÉRIA KALI, CENTRE-VILE

L'endroit nous est familier. Les JOC de Liège sont une des organisations à l'initiative du projet de cafétéria et ses militants sont toujours très actifs dans le lieu. Nous rencontrons là des bénévoles de la cantine populaire Le chaudron qui s'apprêtent à servir les repas qu'ils ont préparés.

— Sandrine Peeters : Le chaudron est un groupe de personnes qui cuisinent et serrent des repas à prix libres tous les jeudis pour les personnes qui sont dans la précarité ou qui n'ont pas de grandes finances, mais aussi pour les voisins et les gens de passage dans le centre-ville. C'est un moment de générosité et un moment de partage. L'idée de départ est d'aider aussi les sans domicile fixe du centre-ville à venir manger avec les autres habitants ou autres usagers du centre-ville. Une manière de les considérer comme des habitants parmi d'autres et ainsi de permettre aux autres habitants de mieux les rencontrer. Mais le public n'est pas facile à toucher, il faut tout un travail spécifique et de longue haleins. C'est un autre mélange qui a eu lieu : des familles touchées par la précarité, des mères seules avec des enfants qui ne savent pas s'offrir le restaurant. Elles ont trouvé ici, le plaisir d'une soirée au restaurant dans un lieu sympa et convivial où l'on fait de grands efforts pour offrir une nourriture de qualité et recherchée.

— Mohamed El Moustakim: Avec l'apparition du Covid, toutes les aides alimentaires ont été coupées du jour au lendemain. On a appris que la Croix Rouge fermait, que les Restos du cœur fermaient. Et que nous ne pourrions plus mettre cinquante personnes dans notre lieu avant longtemps. Un groupe était chaud pour faire à manger tous les jours la première semaine du confinement. On s'est demandé comment on allait trouver une alternative. Il en fallait une. Il y avait urgence. La ville n'avait encore rien mis en place. Des sans-abris sont arrivés ici, ils étaient affamés. Je n'avais jamais vu ça de ma vie. Ensuite, il y a eu une réorganisation de l'aide alimentaire. Nous avons alors préféré fermer pour nous organiser au niveau des gestes barrières et de l'hygiène, pour bien respecter les règles sanitaires. Nous avons décidé de refaire à manger tous les jeudis parce que l'on se rend compte qu'il y a un énorme besoin à cause de la crise qui dure. La précarité est plus grande. Beaucoup de gens survivent. Les intermittents, les intérimaires, les saisonniers, les travailleurs informels sont restés sans le sou. On va devoir rester un peu longtemps, ça fait du bien de faire du bien aux gens.

PORTRAIT DE NANA CONFINO-RÉVOLTÉE

On ne doit pas vous faire de dessin, cette période n'a pas été tendre avec les femmes*. Rien n'a changé, mais au moins le projecteur était là et permettait, à peine quelques jours après la mobilisation pour la journée mondiale des femmes, de faire entendre la voix de celles qui sont réduites au silence. C'est ainsi que le monde a découvert, si ce n'était pas déjà le cas, que le personnel médical présent en première ligne est en majorité composé de femmes, souvent dans des emplois peu valorisés.

Illustration en collage photo de Florent

Qui a pris sa machine à coudre pour faire des masques parce que l'État était incapable d'en fournir à toutes les professions de contact ? Principalement des femmes. Qui sont celles dont le gouvernement a volontairement omis de parler dans ses nombreuses conférences de presse ? Les travailleur·euse·s du sexe, en majorité des femmes et des minorisé·e·s de genre. Qui a eu la joie de jongler entre charge mentale, télétravail, garde des marmots à la maison ? Encore et toujours les femmes. Qui a eu l'honneur de voir fleurir un marché complet de régimes/compléments alimentaires/sport pour garder la forme et ne pas finir avec 10 kilos en plus ? Idem. Qui s'est retrouvée coincée à la maison sans réelle solution face à un conjoint violent ? Des centaines de femmes.

Ce n'est pas juste nous qui le disons, mais le nombre incroyable de témoignages qu'on a pu récolter et lire sur les réseaux sociaux. Des femmes précaires, racisées, jeunes, vieilles, grosses, minces, lesbiennes, hétéros, salariées de première ligne, employées en télétravail, étudiantes, chômeuses, artistes… Il y a un slogan qui tourne sur les réseaux sociaux, au moment où nous commençons à écrire à 6 mains cet article, qui dit : « *Il n'y aura pas de retour à la normale, car c'est justement ça le problème* ». Pendant le confinement, avec le groupe Les Macrales, on a tout de suite voulu continuer à se voir, du moins virtuellement, à prendre soin les unes des autres et à poursuivre nos discussions sur le monde dans lequel on vit et les alternatives, les changements possibles.

Dans nos actions en pause forcée, on a décidé de prendre le temps pour discuter et réfléchir. Dès notre première téléréunion, une dizaine de jours après avoir battu le pavé ensemble ce 8 mars, un gros point d'interrogation apparait et fait débat : qu'adviendra-t-il de nos luttes après cette période ? Est-ce que nous allons vers un mieux ou vers un pire ? Les situations dépeintes par nos camarades par d'autres femmes sur les réseaux sociaux nous ont indignées, nous font parfois peur. Alors, on a voulu creuser ces questions avec des femmes, des militantes, des meufs engagées et enragées, pour faire germer nos idées.

Myriam est une nouvelle militante des Macrales, elle a rejoint le groupe après le 8 mars à Tournai, elle est étudiante en Haute école à Tournai. Pendant le confinement, elle a essayé de réfléchir à des actions de sensibilisation par les réseaux sociaux, « *on ne peut faire que ça, sinon, il y a les banderoles aussi* ». Son quotidien, elle n'a pas trop envie d'en parler ici, les cours à distance sont compliqués à suivre. Myriam suit des études où le corps à une importance capitale, la plupart des étudiantes continuent la pratique du sport. Elle se sent attaquée par les injonctions sur le corps des femmes pendant cette période un peu spéciale : « *Fais attention* », « *Ne prends pas de poids* », « *Ne mange pas trop, tu vas grossir* ». La pression est encore plus grande à cause des réseaux sociaux et de son examen où elle devra monter sur une balance. Elle est peu sortie de chez elle, mais les rares fois où elle s'est aventurée dehors, elle a eu droit au traditionnel florilège de harcèlement de rue : sifflements, réflexions, arrêts par des passants. En bref, elle a continué de se sentir en insécurité. Quand on lui demande ce qu'elle pense du retour à la normale ou pas, Myriam ne tergiverse pas : « *Cette expérience de confinement nous permet de voir que la société dans laquelle on évolue est totalement vouée à l'échec si on continue comme ça: au niveau politique/démocratique, au niveau de la place des femmes, au niveau des impacts sur l'environnement… et j'en passe énormément.* »

« CETTE EXPÉRIENCE DE CONFINEMENT NOUS PERMET DE VOIR QUE LA SOCIÉTÉ DANS LAQUELLE ON ÉVOLUE EST TOTALEMENT VOUÉE À L'ÉCHEC SI ON CONTINUE COMME ÇA »

« LES FEMMES ONT LA PRESSION D'ÊTRE AU SERVICE DE TOUT LE MONDE »

Lætitia, 26 ans, prof d'art plastique et militante des JOC Namur et des Macrales, nous raconte sa vision du confinement et du post-confinement entre angoisse et espoir. C'est en effet difficile pour elle de s'organiser pendant le confinement, au début, elle a surtout relâché la pression, mais ensuite, sa mauvaise maitrise des canaux de communication en ligne et son angoisse de ne pas savoir quand elle pourra retourner crier sa colère dans la rue ont pris le dessus. Elle a rejoint l'appel d'un parti politique qu'elle a connu lors de l'organisation de la manif du 8 mars, pour coudre des masques et cuisiner des pâtisseries pour les travailleurs de 1ères lignes. Mais selon elle, ce militantisme a trop de fame, « *faire des selfies et promouvoir ce que l'on fait* », ce n'est pas comme ça qu'elle voit sa participation active. Alors, à son échelle, dans l'habitat groupé où elle vit, elle « *soulage* » ses camarades mamans en gardant leurs enfants. Elle pense que les femmes sont les chefs d'orchestre de la famille, qu'elles doivent songer à tout : activités, répartitions de tâches… et que la culpabilité ronge les femmes qui ont envie de s'octroyer un peu de temps rien qu'à elles : « *Les femmes ont la pression d'être au service de tout le monde* ». Alors, pour plus de solidarité avec les autres femmes, afin qu'elles fassent une pause, prennent une douche ou même aillent aux toilettes seules, Lætitia s'occupe des enfants de l'habitat groupé.

« LA SOLIDARITÉ EST TOUJOURS DEMANDÉE À SENS UNIQUE »

La quarantaine, maman de 3 garçons, ***Véronique*** est travailleuse sociale à l'Espace P depuis des années, une association qui soutient les travailleur·euse·s du sexe à Namur. Ce qui l'anime, c'est la justice et la lutte des classes. Pour elle, le confinement demande plus d'organisation que ce soit pour le boulot ou pour ses actions de terrain. Pour le boulot, son téléphone est allumé H24, elle veut être joignable à tout moment. Pour ses actions de terrain, elle est épaulée par son conjoint qui prend en charge les enfants. Avec le parti politique dans lequel elle milite, elle réalise des masques pour la Croix-Rouge ou le centre de réfugiés, cuisine pour les travailleurs de première ligne, propose un service pour faire les courses des personnes fragilisées, distribue des repas aux SDF. Son confinement est moins difficile pour elle, elle se sent privilégiée et veut mettre son temps et son énergie pour ceux en difficulté. Pour elle, la solidarité est toujours demandée à sens unique et aujourd'hui, les couturières, bien souvent des femmes, sont mises au travail gratuitement pour pallier au manquement du gouvernement. En France, la vente de masques est interdite, elle craint que ça finisse par être similaire en Belgique, elle fabrique ces masques bénévolement, car elle n'a pas été impactée financièrement, mais beaucoup de femmes n'ont pas cette chance et la couture leur permet parfois de contribuer aux factures. L'argent va encore dans la poche des mêmes personnes, surtout quand elle voit l'augmentation du prix des masques ou du gel hydroalcoolique, mais elle a l'impression que ça y est, cette fois, les gens en ont ras le bol.

« ON SE DIRIGE DROIT VERS UN RETOUR À LA MÊME SITUATION QU'AVANT, VOIRE PIRE »

M, jociste liégeoise, préfère garder l'anonymat. On réalise ce portrait par téléphone, pas de wifi efficace là où elle vit. Pour elle, peu de choses ont vraiment changé, avec son collectif féministe, elles ne se sont plus rassemblées de manière physique, tout passe par les outils internet et toutes doivent apprendre à faire avec. Pour M., un bel exemple, ce sont toutes les belles mobilisations en ligne qu'on a pu croiser sur les réseaux. Elle dit qu'elle a la chance de vivre dans un squat collectif à Liège, ça lui permet de continuer une vie militante au jour le jour. Ce que le confinement révèle, selon elle, c'est « *que les femmes sont toujours plus en danger parce qu'au lieu de tester la population en entier et d'isoler les personnes porteuses du virus, on a préféré confiner tout le monde, ça veut dire aussi les femmes victimes de violence à domicile* .Cette période a mis en lumière la sous-valorisation des femmes et de leur métier : « *Le système actuel trouve ça normal d'exploiter les femmes, pour faire des masques par exemple.* » M. est scandalisée par l'impact que la dévalorisation des femmes peut avoir à long terme : « *On le voit maintenant, en sous-finançant des secteurs comme la santé, les femmes n'ont plus les moyens de faire un travail correct en sécurité* » Pour elle, la suite n'est pas rose et le message de non-retour à l'anormal est naïf : « *On se dirige droit vers un retour à la même situation qu'avant, voire pire* ».

Toutes se sont penchées sur l'après confinement et proposent des pistes telles que le soutien à des plateformes comme *La Santé en Lutte*, sortir pour crier son mécontentement, mais plus radicalement, pointer du doigt et dénoncer toujours plus les responsables des situations dont nous ne voulons plus. Elles espèrent toutes qu'un retour à la norme d'autrefois ne se remettra pas en place, mais émettent quelques réserves, certaines pensent que c'est aux militantes de puiser dans leurs forces, dans leur ras-le-bol pour donner encore plus, d'autres pensent que le confinement a, au moins, éveillé quelques consciences et qu'il ne faut pas entretenir la colère, mais plutôt la transformer en énergie positive pour descendre dans la rue, d'autre se sentent prêtes à être plus radicales et à se battre.

**Dans ce texte, le terme "femme" recouvre la définition suivante: personne s'identifiant et/ou étant identifiée en tant que femme.*

ENTRETIEN CROISÉ AVEC YASMINA (QUARANTINE WATCH) ET ANAS (JOC BRUXELLES, NVA).

LES VIOLENCES POLICIÈRES NE CONNAISSENT PAS LE CONFINEMENT

Alors que nous vivons un contexte de confinement et de crise sanitaire sans précédent, la gestion policière de l'espace public est remise en cause suite à une série d'actes d'intimidations et surtout face à la tragédie qui a conduit à la mort d'un jeune bruxellois, Adil. Dans cette interview croisée avec Yasmina (Quarantine Watch) et Anas (JOC Bruxelles, Nouvelle Voie Anticoloniale) nous avons voulu faire le point sur les violences policières et les luttes afférentes . Cette crise sanitaire nous impose également un climat sécuritaire bien particulier que nous avons évoqué à travers la pratique de la délation et de son contre-pied, l'auto-défense sanitaire.

Est-ce que, Yasmina, tu peux nous présenter le dispositif « Quarantine Watch » dont tu es à l'initiative ?

— Yasmina : *Quarantine Watch* est une veille démocratique qui rassemble des informations et témoignages sur le respect des droits humains, des droits sociaux et des libertés individuelles malgré les mesures urgentes du gouvernement d'exception. Pour protéger et continuer de faire avancer nos droits, y compris pendant la période de confinement. C'est une page Facebook (avec toutes les limites éthiques et politiques que cela comporte) qui traite des questions de justice sociale avec un point de vue féministe, antifasciste et décolonial. Au tout début du confinement, des premiers faits alarmants sont apparus dans la presse et je me suis dit qu'il fallait rassembler les choses quelque part en ligne et prendre part à un effort collectif de veille démocratique. Je me doutais bien que l'on allait tous légitimement s'inquiéter pour nos droits et libertés, de manière individuelle ou sur des groupes, alors l'idée c'était d'éviter d'empiler les mauvaises nouvelles avec défaitisme sur cette page, mais de systématiquement mettre en évidence les résistances individuelles et collectives pour nous encourager à plus de résistance encore et, j'espère, mobiliser aussi de nouvelles forces peu ou pas encore sensibilisées.

Pensez-vous que le confinement ait provoqué une situation spécifique par rapport aux violences policières ?

— Anas : Nous pressentons l'existence d'une présence policière beaucoup plus prégnante. En effet, l'espace d'occupation territoriale de la police a été exacerbée par la conscience d'une vulnérabilité collective des corps au Covid-19. Cette vulnérabilité inégalement partagée en fonction des rapports de classe, de genre et de race, installe une légitimité univoque d'occupation du corps policier dans l'espace public. Ce dernier faisant partie de la membrane étatique titulaire de la prérogative légale de déplacement continu, instruit une violence systémique d'inoccupation des corps dans l'espace socio-public. Une stimulation de l'ordre sécuritaire est effectivement à noter depuis le début du confinement. Cependant l'expérimentation des violences policières restent en cette période le monopole des quartiers populaires bruxellois. Meurtres, arrestations, contrôles abusifs sont l'apanage de vie conditionnée à la mort sociale. Nous pouvons dès lors parler d'un continuum endo-colonial dans l'expérience des violences policières. En outre, la valeur exceptionnelle des mesures de sécurisation instituée en cette période de confinement (notamment la loi autorisant les visites domiciliaires en cas de menaces graves à la vie ou à l'intégrité physique des personnes) n'est absolument pas avérée. En effet, cette loi du 19 juillet 2018 – qui n'est qu'une modification de l'article 27 sur la fonction de police, définit un contexte d'usage permanent d'une matrice juridique dite exceptionnelle.

Depuis l'émergence des attentats, une permanence de l'état d'exception est à observer pour un pan conséquent de la

population. Plan Canal, Plan Medusa II, violentent vitalement les possibilités de déplacement et d'existence d'une part conséquente des oublié·es dans notre pays.

— Yasmina : Je ne dirais pas que l'on a complètement basculé dans le sécuritaire, cela reviendrait à dire que l'on a perdu et serait indécent vis-à-vis des personnes qui luttent sous des régimes autoritaires. Ce serait un constat d'échec alors que c'est au contraire le moment de se mobiliser et de se rendre compte que tout n'est pas perdu. Même si dysfonctionnel, on jouit encore d'un dispositif démocratique malgré les inégalités, les atteintes aux droits et la répression. Cette crise est une sorte de révélateur pour certaines personnes. Les prises de conscience suscitées par les témoignages qu'on reçoit et diffuse sur Quarantine Watch sont éloquentes. Ce sont aussi des témoignages de personnes qui, auparavant, n'avaient jamais pris position sur les violences policières, par exemple. Ils et elles se rendent compte avec stupéfaction de la menace répressive réelle dès lors que l'on sort du rang et que l'on remet en question l'ordre social et le pouvoir. Des citoyen·nes ont affiché à leurs fenêtres des messages autant liés à la Santé en Lutte qu'à la mort d'Adil. Ces personnes ont reçu des intimidations policières, des visites domiciliaires. On sent bien que dès que l'on est dans une revendication qui s'organise et que l'on croise les luttes, même symboliquement, on dérange déjà trop le pouvoir. La petite machine répressive se met en marche, mais rapidement quoi. Peut-être pas avec une violence inouïe tout de suite, et on a encore la possibilité de pouvoir la contester, mais cette rapidité surprend les personnes qui se mobilisent pour la première fois autour des questions de justices sociales. On peut aussi imaginer que les gens prennent davantage le temps de s'informer en période de confinement. Il faut espérer que cette recherche d'information amène un maximum de prises de consciences par rapport aux discriminations. Pour cela chacun-e peut faire sa part, s'informer avec soin, mais aussi informer avec pédagogique, veiller à ne pas laisser l'espace numérique et les réseaux sociaux aux seules mains des fachos ou de ceux qui, même à gauche, bavent sur les régimes autoritaires.

« NOUS NE SOMMES PAS ORGANISÉ·ES POUR FAIRE FACE À UNE RÉPRESSION MASSIVE. LE RACISME STRUCTUREL FREINE ÉNORMÉMENT L'EMPATHIE D'UNE COMMUNAUTÉ PLUS LARGE POUR PROTÉGER CES JEUNES ÉGALEMENT TOUCHÉ·ES PAR LA PAUVRETÉ, SOUVENT RELÉGUÉ·ES ET SÉGRÉGUÉ·ES À L'ÉCOLE

Adil, un jeune de 19 ans, est décédé ce 10 avril après avoir été percuté par une voiture de police à Anderlecht. Comment avez-vous vécu sa mort ?

— Anas : Cette mort ne représente aucunement une surprise pour moi ! En effet, au regard de la puissance mortifère du corps policier, il ne s'agissait que d'une question de temps avant qu'un décès ne nous soit parvenu. Cette capacité légitime de destruction des corps nous astreint en tant que militant.e.s à appréhender ces morts comme relevant d'un modus operandi systématisé. L'appréhender ainsi, nous permettra d'analyser les rapports de pouvoir concrets donnant forme et structure à ces meurtres policiers.

Après Mehdi, Adil manifeste la destinée de corps soumis à la nécrophilie structurelle de nos états modernes. Les parallèles à mettre en évidence entre ces morts sont tellement évidents que nous pouvons affirmer la relation consubstantielle entre meurtre policier et identité de race. Par le dispositif policier du meurtre, il s'agit de dévitaliser la performativité identitaire de corps en les confinant dans un réseau de proximité d'avec la mort.

La mise à mort de Adil et de Mehdi n'est que le point nécropolitique le plus obscur d'une situation d'embrasement général.

— Yasmina: Le fait de ne pas être surprise que la première victime soit située de cette manière-là, n'empêche évidemment ni la colère, ni une profonde tristesse. C'est terrible pour la famille, pour la communauté qui l'entoure plus directement mais aussi pour toute la communauté humaine. Le fait qu'il n'y ait pas d'étonnement, cela ne revient pas à banaliser l'horreur.

Quel retour faites-vous sur les émeutes qui ont suivi l'annonce de son décès ?

— Yasmina : Ce n'est pas simple. La colère de ces jeunes est moralement légitime. Qu'elle s'exprime de cette manière ou d'une autre, qu'elle soit politiquement structurée ou pas, elle naît d'une injustice profonde. Et dans tous les cas, ce sont eux qui vont en prendre plein la gueule, c'est cela qui m'inquiète. Nous ne sommes pas organisé·es pour faire face à une répression massive. Le racisme structurel freine énormément l'empathie d'une communauté plus large pour protéger ces jeunes également touchés par la pauvreté, souvent relégués et ségrégués à l'école. Je n'irai jamais encourager des jeunes à faire émeute même si je les comprends et je déteste l'instrumentalisation de la colère et la romantisation de la violence ; les révolutions sont violentes, toute violence n'est pas révolutionnaire. L'émeute dit aussi beaucoup sur la militance et les outils politiques. Là-dessus, on a un gros travail qui n'a pas été fait. Les outils politiques ne sont pas suffisamment arrivés dans les mains de ceux qui doivent prioritairement y avoir accès. Avec Anas, on a essayé d'organiser quelque chose qui puisse tenir et mobiliser tout en tenant compte avant tout de la douleur qui entoure cette mort. On a veillé à ça en étant à l'écoute des familles et en relayant leurs souhaits. L'enjeu pendant cette période de confinement, c'est que le nom d'Adil et l'injustice qui a conduit à sa mort, ne tombent pas dans l'oubli. C'est déjà difficile comme combat à la base, mais ça l'est encore plus avec ce confinement. La mobilisation est d'autant plus importante si on veut que la lumière soit faite sur cette histoire. Il ne s'agit pas de faire de la vindicte populaire et encore moins, de prétendre que la justice doit se faire au coin de la rue. Il s'agit de veiller à un contrôle démocratique, massif et collectif, afin que la police réponde de ses actes et que la justice donne des réponses sur cette affaire. On a toutes les raisons de se poser des questions quant aux respects de la proportionnalité dans cette intervention policière puisqu'elle a mené à la mort.

— Anas : Dans le cas de la mort d'Adil, c'est tout l'appareillage politique d'un racisme ingéré et institutionnalisé qui est venu accroître la possibilité d'une mort physique trouvant source dans la mort sociale quotidienne. Précarité, chômage de masse, discrimination à l'embauche, définissent les contours de vie d'une sous-humanité cliente prédestinée à la mort policière. Habituée à alimenter les statistiques inquiétantes des populations marginalisées (décrochage scolaire, délinquance, etc.), la jeunesse racialisée a fait émerger « un devoir de haine » s'opposant à leur irréductible condition de sous-humain. Émeute, voiture brûlée, fourgon de police pris d'assaut, autant d'actions teintées de cette colère trop souvent dénigrée voir niée. Lorsque celle-ci finit alors par s'exprimer dans l'espace public, c'est sous la forme d'actions

« LA DIVISION DU TRAVAIL, OPPOSE UNE POPULATION SOUMISE À UN CONFINEMENT BÉNÉFIQUE ET UNE AUTRE SOUMIS AUX CONTRAINTES DE LA MORT SOCIALE DES CONTRÔLES POLICIERS À RÉPÉTITION »

proto-insurrectionnelles, de celles qui prétendent pour un temps, renverser les rapports de force, gagner la rue. Car si la police est le bras armé de l'État, et si l'État me tue, quand la police recule, c'est l'état qui recule. Quand les rares policiers arrivant à être traînés devant les tribunaux, finissent systématiquement relaxés, c'est dans ces quelques mètres de rue libérée, que l'on pense trouver la justice et la dignité. Cette volonté de sortie des linceuls de l'indigne est à inscrire à mon sens dans ce que James C. Scott nomme l'infrapolitique ou arts de la résistance « cachée » des groupes sociaux subalternes. Ces modulations d'une économie-pratique du politique déconnectée des modes de contestation usés par le champs militant se retrouve dès lors dépourvue de reconnaissance institutionnelle et militante. Il est à mon avis important de pouvoir reconnaître la consistance éminemment politique de ce « devoir de haine » et ses incidences effectives dans la compréhension de tous les leviers de lutte.

Un jour après la mort d'Adil, une vidéo commence à circuler sur le net. On y voit deux policiers danser avec des habitants de Woluwe-Saint-Lambert qui ne respectent pas la distanciation physique. Le contraste entre ces deux séquences est assez frappant. Comment expliquez-vous cette différentiation de traitement entre les quartiers aisés et populaires de Bruxelles ?

— Anas : Ce traitement différentiel répercute simplement plusieurs siècles d'une généalogie de l'exploitation. En effet, sédimentation spatiale des inégalités raciales, conditions matérielles impropres à la réalisation d'un confinement salvateur (appartements trop exigus, ni terrasse ni de jardin) sont les situations sociales des populations victimes de cette hyper-sécurisation. Ces zones géographiques où le non-respect des règles de confinement semble susciter les réactions les plus sévères et les plus disproportionnées, ne sont dès lors pas caractérisées par une maîtrise sécuritaire exceptionnelle mais par une immanence dans le champ social du contrôle sécuritaire. Cette caractéristique de la société de contrôle (Deleuze) qui marquerait une indistinction entre les mécanismes de gestion des corps et le métabolisme normatif de la vie, impose vraisemblablement selon les facteurs raciaux une différence structurelle fondamentale. Alors qu'il est question à Woluwe Saint-Lambert de personnes en situation de confinement supportable, un cadre permissif de sortie est installé, permettant à ces populations exposées à la bienveillance systémique de profiter d'une expérience unique, d'une société écocide partiellement à l'arrêt. Il est dès lors inacceptable de soumettre et de verbaliser des rues issues du croissant pauvre bruxellois, sous prétexte d'incivilité endémique. Ces personnes issues du croissant pauvre sont soumises à des facteurs de comorbidités qui expliquent ces nécessaires bulles de sortie. Inaccessibilité aux soins de santé, problèmes de santé récurrents, impréparation des autorités en termes de protections (masques, etc.), surexposition au Covid-19 liée au nécessaire maintien des logiciels d'activité essentiels. De façon transversale, cette division du travail, oppose une population soumise à un confinement bénéfique et une autre soumis aux contraintes de la mort sociale des contrôles policiers à répétition.

— Yasmina : Toutes les discriminations qui préexistaient à ce confinement continuent à avoir cours et elles s'exaspèrent. Concernant le genre, les violences domestiques et conjugales augmentent considérablement. Le nombre d'appels à la ligne d'urgence 0800 / 30 030 a doublé et les places manquent cruellement dans l'hébergement d'urgence. Beaucoup de revendications doivent être activées pour qu'au-delà du confinement on mette sur la table ces problèmes. Il faut réclamer une justice

sociale pour toutes ces personnes discriminées, pour les femmes, pour les personnes sans-papiers et faire avancer toutes les causes ensemble. C'est un gros travail mais les luttes se renforcent mutuellement, on a tendance à l'oublier.

Est-ce que vous ne pensez pas que la police a peur, qu'elle est dans l'incertitude tout comme nous, qu'elle navigue à vue par rapport à la situation ?

— Yasmina : On est dans une période, depuis le début du confinement, où cela va très vite, où l'information change d'un jour à l'autre, où l'attitude des autorités varie aussi : sur les mesures sanitaires, sur les décisions improvisées, sur la communication politique et policière. La confusion devient norme. La police obéit aux ordres d'un pouvoir qui met en œuvre une politique répressive et active un climat de dénonciation et de culpabilisation individuelle ; cela détourne notre regard des responsabilités politiques dans la gestion de cette crise. Récemment, j'ai vu au JT une intervention d'un chef de police sur Namur et la communication n'était pas du tout pacifique, elle était plutôt va-t'en guerre. Demain, on aura peut-être une communication tout à fait à l'inverse. On voit aussi circuler des screenshots un peu ridicules d'infiltrations policières sur internet visant à faire parler des jeunes supposés en lien avec les émeutes. On ne peut pas prétendre à une politique de proximité et en même temps souffler sur des braises avec l'idée d'en découdre. Il y a une solidarité dans ce corps de métier très hiérarchisé, des gens qui se défendent entre eux, ce qui est d'autant plus grave pour une institution publique étant un service à la population. Il y a des vents contraires : une envie de pacifier les choses portées par des voix marginales dans une institution violente face à des têtes brûlées qui, comme d'habitude, soufflent sur les braises pour aller au conflit et jouer les cowboys. Au-delà de la question des violences policières, dire que la police fait mal son travail est sûrement une impasse, c'est le travail même qui lui est demandé et le pouvoir aux ordres duquel elle est tenue d'obéir qui est problématique. Les personnes qui travaillent dans la police obéissent aux ordres, on ne leur demande pas de réfléchir, mais on a aussi affaire à des prolétaires. On pourrait attendre qu'ils et elles se distancient massivement et fortement de l'ordre capitaliste qui, comme on le voit plus encore avec cette crise sanitaire menace notre survie ; on pourrait attendre d'eux qu'ils rejoignent les luttes sociales et contestent le pouvoir sans activer des discours et un vote d'extrême-droite… Si cette solidarité semble impossible, demandons-nous pourquoi, la réponse est assez évidente.

— Anas : Ce sentiment de peur qui soumet l'état policier en tant que sujet sensible me semble convertir les injustices systémiques d'une structuration policière sous le versant d'une police astreinte à un comportementalisme violent. En effet, en étudiant historiquement les processus de fabrication de la police, nous pouvons déceler une dialectique de la violence confectionnée par la raison d'état. Cette correspondance entre peur et police, fracture la composante structurelle de la police et l'envisage comme un agencement d'individus assujettis à des législations qui autonomisent les comportements. Or, il est toujours laissé le choix à un policier de ne pas faire appel à cette violence et de ne pas l'accepter en tant que produit d'une subjectivation profonde. Nous devons à cet effet considérer les violences policières dans leur dimension systémique et systématique selon les conditions raciales, sociales et genrées des personnes visées et ne pas tomber dans les méandres d'une anthropologie de la raison policière.

« AU-DELÀ DE LA QUESTION DES VIOLENCES POLICIÈRES, DIRE QUE LA POLICE FAIT MAL SON TRAVAIL EST SÛREMENT UNE IMPASSE, C'EST LE TRAVAIL MÊME QUI LUI EST DEMANDÉ ET LE POUVOIR AUX ORDRES DUQUEL ELLE EST TENUE D'OBÉIR QUI EST PROBLÉMATIQUE

Ce 15 avril, le collectif Entre-Murs-entre-Monde a témoigné d'une tentative d'intimidation pour avoir affiché une banderole « Justice pour Adil – La police tue ». On remarque que l'intimidation devient une pratique récurrente de la police…

— Yasmina : Il y a eu non seulement une intervention chez eux, mais aussi chez d'autres personnes. Il faut être solidaire également quand on sort de l'exigence de respectabilité qu'on voudrait faire peser sur les militant·es, voire pire sur les victimes. Dans l'affaire Adil, c'est l'indécence de bien vérifier si la victime n'est pas un voyou, de scruter ceci ou cela avec des obsessions racistes, alors que -bon sang ! – quelqu'un est mort. Pour les militant·es, les citoyen·nes, il s'agit de vérifier le contenu de la banderole pour qu'apparaisse seulement « *Justice pour Adil* », « *Paix et pâquerette pour tout le monde* », et surtout pas « La police tue » ou ce genre de choses. Cette politique de respectabilité, elle est grave, dégueulasse et indécente dans le cas d'Adil qui n'est plus là pour répondre. Si une affiche comme celle d'Entre-Murs-entre-Mondes suscite de la répression, c'est une atteinte non-négligeable à la liberté d'expression aussi. Le message ne dit à aucun moment : « Allez tuer un policier ». Elle ne peut être confondue avec un appel à la haine et à la violence. C'est une inversion du réel assez grave et qui menace la contestation sociale, et le contrôle d'une institution policière qui, qu'on apprécie ou pas son travail, reste une institution armée. Si face à une institution armée avec de telles prérogatives, il n'y a pas en face la possibilité d'une contestation sociale, il n'y a plus de contrôle démocratique. « *La police tue* » : oui, c'est vrai, il y a des crimes policiers. Si le fait de l'écrire engendre de la répression et qu'on la valide, on n'est très mal embarqué.

Malheureusement, il n'y a pas que la police pour intimider, la presse a fait échos aussi d'un afflux de plaintes pour non-respect des règles de confinement provenant de personnes qui dénoncent leurs voisin·es.

— Yasmina : Ce climat de dénonciation a été activé par les autorités. C'est le seul fait sur lequel on peut s'appuyer et contre lequel on peut lutter. On devrait massivement s'opposer à ce que ce climat soit validé et encouragé par les autorités, et relayé dans les médias comme quelque chose de positif. Bien sûr, si les gens dénoncent, c'est que ce réflexe préexistait. On n'a pas attendu le confinement et puis c'est un réflexe humain. Moi-même, je ne suis à pas l'abri en toutes circonstances et en tout temps. On doit d'abord s'inspecter soi-même par rapport à tous les réflexes puants que l'on peut avoir. J'ai reçu beaucoup de témoignages concernant la délation dont celui de Virginie. Elle a reçu une visite domiciliaire de la police chez elle après dénonciation d'un voisin. Elle respectait le confinement. Le ton est monté avec la policière jusqu'à ce que cette dernière lui dise : « Je frappe encore bien à toutes les portes comme la Gestapo si je veux ». Cela a fait basculer Virginie dans une envie de témoigner. Elle nous a confié son témoignage et puis on a contacté des journalistes de la RTBF pour que cela soit répercuté. Sauf que dans la vidéo que

Vews a faite, tout apparaît sauf cette sortie de la policière sur la Gestapo. C'est tordre le réel et l'amputer de la part la plus significative du témoignage. Une autre référence nazie a également été faite par un policier à Liège appelant son collègue "Mein Führer" lors d'une intervention rapportée par le Département de philosophie de l'Université de Liège. Aucun humour ne peut justifier cela dans un service public d'aide à la population. Ce ne sont pas des détails.

— Anas : Cette idée de délation me rappelle une thématique qui a été développée par le sociologue Zigmunt Bauman sur la société liquide. Il met en évidence la liquéfaction progressive des anciennes relations sociales, la société liquide viendrait par cet effet prolonger la description accablée d'une postmodernité combinant contrôle social, mutation technologique, précarisation montante et individualisme radical. C'est dans cet individualisme radical que cette idée de délation vient s'inscrire : je pose un contrôle total sur mon voisin sous prétexte que je dois me protéger moi-même. Ce n'est pas la protection collective qui pousse les personnes à proférer cette délation, mais c'est cette idée de protection à soi, pour soi. Les individus n'existeraient désormais qu'au travers de choix particuliers, d'une consommation personnelle de l'immunité et d'une reconnaissance des aspects de la société liquide. On devrait massivement s'opposer à ce que ce climatde délation soit validé et encouragé par les autorités, et relayé dans les médias comme quelque chose de positif.

Les expert·es, les virologues, les épidémiologistes ont également en ce moment un pouvoir assez important sur nos libertés. Faut-il penser notre déconfinement à travers notre propre autodéfense sanitaire ?

— Yasmina : Je suis mitigée. Dans une période où il y a plein de théories conspirationnistes souvent liées à l'extrême-droite (voyez les manifs anti-vaccins et anti-confinnement pro-Trump aux USA); je n'irais pas créer plus de défiance par rapport au corps scientifique. Ça me semble être une erreur politique grave en termes d'antifascisme. Je ne suis pas virologue. Je n'ai aucun grain de sel à mettre dans ce qui relève de la démarche scientifique, par contre la mise en œuvre des mesures sanitaires, on a plein de choses à redire et c'est politique. On voit bien qu'il y a des contradictions dans la mise en œuvre de certaines règles sanitaire, on voit bien que sur les masques, le discours a changé d'un jour à l'autre. Là-dessus, il y a une autogestion à mettre en place et ce n'est pas faire de la défiance par rapport au corps scientifique, au contraire, mais s'appuyer sur leurs voix et recommandations. On peut appeler les personnes à s'autonomiser, à se renseigner et à observer ce qui se fait dans d'autres pays, à développer des outils. Montrer que les gens s'auto-organisent pour gérer le confinement et sont capables de continuer au-delà. C'est justement se prendre en charge par rapport à des politiques qui n'ont pas pris en considération les alertes de beaucoup de scientifiques et mis en danger la santé de tout le monde, en sacrifiant la vie des plus vulnérables.

— Anas : La croyance absolutiste en une objectivité totale de la pensée scientiste m'effare quelque peu. En effet, toutes positions scientifiques sont à inscrire dans ses matérialités politiques et sociales afin d'éviter les contours d'une épistémologie autoritaire. Tous les virologues, épidémiologistes sont soumis aux lois de la nature et des rapports sociaux, ils ne sont aucunement des représentant.es démiurgiques d'une science fondamentale. La médecine moderne, dans sa manifestation cartésienne, a eu cette fâcheuse tendance à omettre les composantes sociales et politiques dans sa structure de base. Une méthodologie holistique prenant la mesure des incidences sociales dans les évolutions des données médicales est primordiale afin de construire un rapport relationnel entre les patient.e.s et les médecins. Cette proposition d'une autodéfense sanitaire permet la construction d'une intelligence collective et d'une intervention commune dans la gestion de cette pandémie. Il n'est dès lors plus question d'un clivage entre corps médicale compétent et sujets sociaux soumis aux règles de confinement et de sécurisation d'une biopolitique étatique.

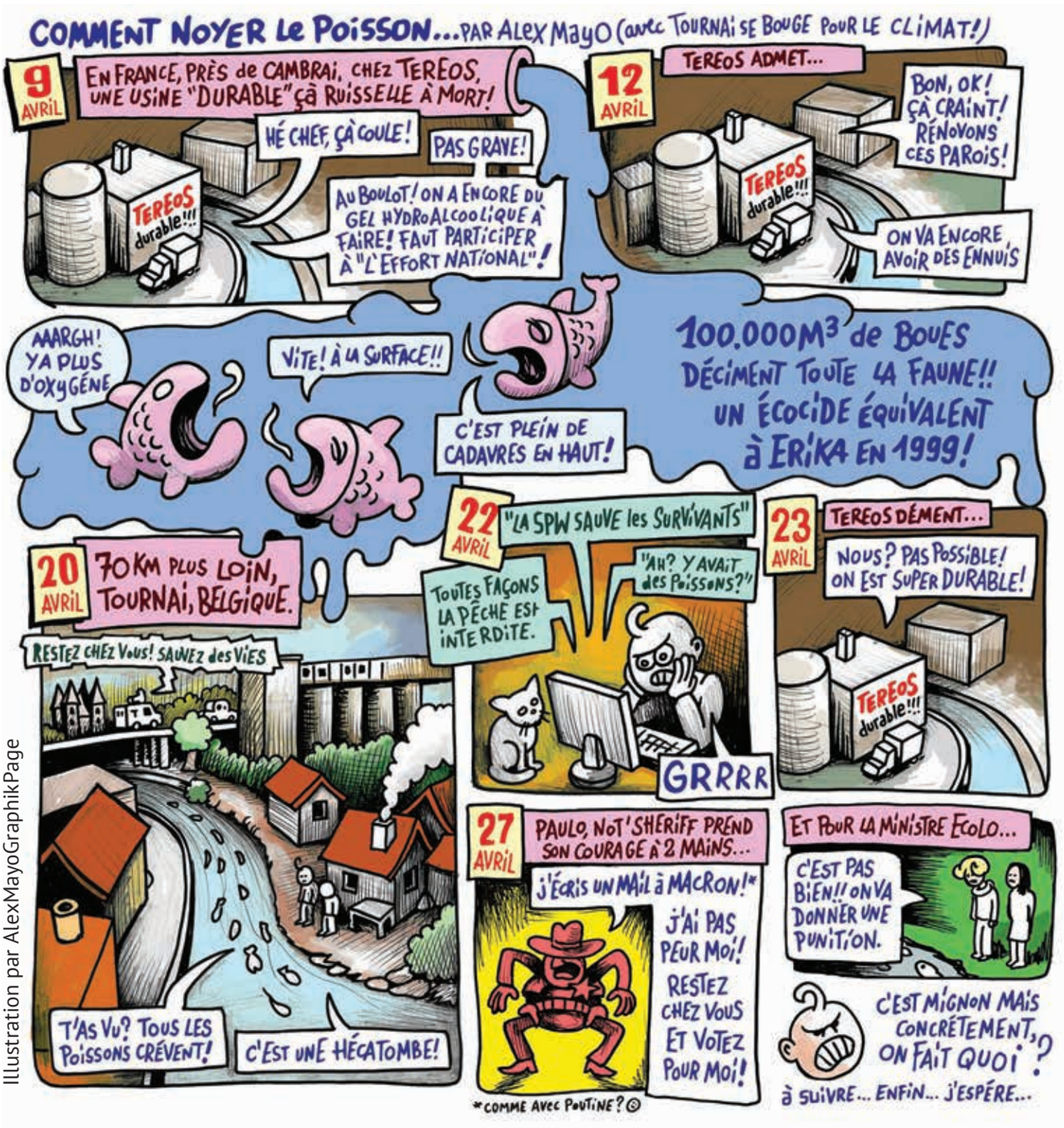
La situation de crise que nous vivons va-t-elle, selon vous, être mise à profit par les autorités pour consolider la société de contrôle ou bien va-t-on voir « fleurir » un changement positif dans l'après-Covid ?

— Anas : L'idéalisme abstrait qui tendrait à pousser en la croyance d'une opportunité de reconfiguration totale de la société à la suite de cette pandémie me semble être assez problématique. En effet, la crise sanitaire, sociale et politique actuelle ne représente pas une anomalie du système-monde capitalo-centrée. Cependant, cette crise nous permet d'évaluer stratégiquement les possibilités de changement actif à des échelles microphysiques. La crise envisagée d'un point de vue stratégique permet selon Marx, de bouleverser le champ des possibles, d'observer les hiérarchies actives, de clarifier les antagonismes et in fine visualiser les espaces d'intervention politiques disponibles. Pour l'instant, cette intervention continue à avoir lieu quotidiennement à travers des réseaux de solidarité organiques qui remplacent subséquemment la politique d'un état volontairement désemparé. La pérennisation de ces leviers de résistance permettra sans doute de construire une utopie concrète et de surmonter les failles d'une société toujours plus encline à naturaliser les inégalités.

— Yasmina : C'est impossible de deviner avec certitude ce que l'on va trouver de l'autre côté du virage, par contre on peut le négocier ensemble. Ça va être d'autant plus important que les colères légitimes peuvent être récupérées de manière opportuniste. Face à un pouvoir qui oppresse tant de monde, c'est tellement facile de susciter de la défiance conspirationniste pour remporter l'adhésion des gens en colère. Si on veut que les mobilisations sociales ressemblent à quelque chose de démocratique, il va falloir être vigilant pour ne pas se retrouver avec de petits chefs, des gourous et pleins de sectarismes qui renforcent les fachos et le risque de basculement autoritaire. L'urgence est à la construction d'une force collective et démocratique, d'une mobilisation large, d'un gros mouvement de masse à l'échelle du pays avec une capacité de solidarité internationale, intransigeante sur les fondamentaux anti-autoritaires. Outre le risque de basculement autoritaire, il y a aussi le risque que ce mouvement n'ait simplement pas lieu, surtout face à la machine répressive déjà en route et qui passera à la vitesse supérieure. Il faut encourager chacun, chacune, visibiliser les résistances, éviter les petites querelles d'égo qui sont très pénibles entre militant·es. On doit être dans autre chose pour créer ce rapport de force numérique, solidariser les gauches et même, pourquoi pas, capter quelques libéraux qui reprendraient le sens des réalités durant l'opération. Et puis si un flic veut déposer les armes et nous rejoindre, il est aussi le bienvenu, tiens. L'espoir fait vivre.

ENQUÊTE

CATASTROPHE DE L'ESCAUT



La nuit du 9 avril, la digue d'un bassin de décantation de la sucrerie Tereos, à Escaudoeuvres, cède et déverse en quelques heures plus de 100.000m3 de boue de lavage des betteraves, ce qui correspond à 14.000 conteneurs d'eaux polluées. Ces boues sont toxiques : en se décomposant, elles pompent toute l'oxygène présente dans l'eau. Les ouvriers de l'usine alertent les autorités françaises.

En Belgique, c'est le 20 avril, par un riverain des berges du fleuve, qu'on apprend qu'une pollution a touché l'Escaut. En se déversant, ces eaux sans oxygène détruisent toute la biodiversité présente : poissons, crustacés, insectes, biodiversité végétale, etc. Rapidement, les journaux et les autorités locales dénoncent l'entreprise Tereos et le manque d'information de la part des institutions françaises. Sur plus de 90km, la pollution est tangible dans le fleuve. Sur 36 km, l'Escaut est mort. La Flandre semble avoir mieux géré la crise écologique car prévenue à temps, la Wallonie n'a pas eu cette chance. Beaucoup de questions se posent : Comment est ce possible? Qui sont les responsables, les acteurs et actrices de cette catastrophe? Comment permettre à la biodiversité de retrouver sa place?, etc.

Aujourd'hui, en Wallonie*, c'est entre 50 à 70 tonnes de poissons qui sont morts, selon le Service Public de Wallonie et seulement 1% des poissons qui ont pu être sauvés. Les professionnels peinent à s'accorder sur l'ampleur de la pollution : elle est telle qu'il faudrait près de 2 à 3 ans pour espérer une situation revenue "à la normal" selon le porte parole de la SPW et 10 ans selon le coordinateur du contrat Lys Escaut. La partie wallonne de

l'Escaut est donc entièrement morte et les seuls poissons restant sont ceux se décomposant au fond ou flottant à la surface. Dans les journaux locaux, on apprendra ensuite que la catastrophe serait équivalente à la marrée noire de l'Erika en 1999. Erika à la fin des années 90, tout le monde en parlera, la catastrophe de l'Escaut en 2020, elle, restera un éternel fait divers.

Au niveau politique, rien de neuf, et tout cela ressemble à une mauvaise blague "c'est l'histoire d'un belge et d'un français, …" .

Côté Belgique, Paul-Olivier Delannois, bourgmestre de Tournai, écrit un mail enflammé à Emmanuel Macron, espérant une réponse qui risque de ne jamais arriver et qui, de toute façon, ne changera rien à la situation. Un pétard mouillé. Céline Tellier, ministre de l'environnement et Caroline Mitri, échevine de Tournai en charge de l'environnement, se sont quant à elles rendues sur les berges de l'Escaut afin de soutenir les agents de terrain récupérant le peu de poissons vivants qui reste et voyant s'amonceler la quantité cauchemardesque de ceux n'ayant pas survécu. La ministre a alors constaté l'ampleur des dégâts et s'est empressée d'affirmer sa volonté de ne pas laisser cet acte impuni. Mais quelle sera la sentence? Une enquête judiciaire franco-belge tirant en longueur et ne menant à rien? Une amende, de maximum 1 million d'euros, dérisoire par rapport au chiffre d'affaire mirobolant de l'entreprise? Mieux que rien sans doute, mais peut-on chiffrer le vivant, peut on quantifier un écocide?

Côté France : La préfecture du Nord a rédigé un communiqué, expliquant qu'elle n'avait pas jugé opportun de prévenir les autorités belges. Une procédure judiciaire a été ouverte à l'encontre de Tereos, comme d'autres précédemment. Rien de nouveau sous le soleil.

Côté collaboration transfrontalière entre les deux autorités : néant, nada, walou, rien. La commission internationale de l'Escaut, une instance ayant pour objectif la préservation du bassin de l'Escaut, a brillé par son inutilité.. Dans une interview au journal local au début du mois de mai, Saskia Briquemont, députée européenne s'interrogeait sur le fait que la commission n'aie pas été réunie, même virtuellement, en urgence. Près d'un mois après la catastrophe, nos interrogations sont partagées.

Du côté de la multinationale française Tereos, on ne sait plus sur quel pied danser. Après avoir avoué être à l'origine de la pollution, l'entreprise s'est rétractée dans un communiqué, ajoutant qu'il était encore trop tôt pour établir un lien de causalité entre l'incident du 9 avril et la catastrophe qui a touché la biodiversité de l'Escaut. Elle avance également que, sur le site d'Escaudoeuvre, la situation est revenue à la normale le 13 avril et qu'ils ont installé cinq aérateurs pour réoxygéner l'eau…et tant pis pour la Wallonie.

La société aux 5 milliard de chiffre d'affaire n'en est pourtant pas à sa première bavure. Ils ont déjà relevé 2 fuites sur leurs bassins de décantation ces deux derniers mois et, en août 2018, c'est une autre usine Tereos qui avait pollué les eaux de l'Oise, dans l'Aisne et avait tué des milliers de poissons. L'enquête alors ouverte est toujours en cours, deux ans plus tard. On apprendra plus récemment que le plan de rénovation des bassins sera accéléré et renforcé. Peut-on dès lors espérer que cela ne se reproduira plus? Ou alors le problème se trouve-t-il ailleurs?

En creusant un peu sur la multinationale, on découvre que "chez Tereos, le développement durable n'est donc pas une option mais un engagement fondamental et un levier de croissance. (…) En tant qu'acteur majeur industriel, réduire notre impact environnemental et valoriser nos matières premières font partie de nos principales responsabilités.". Presque une bande de hippies en col blanc? Non, pas vraiment, plutôt une entreprise qui ne rémunère pas correctement les producteurs, qui met la pression sur ses travailleurs, qui invitent les agriculteurs à toujours plus de rendement, afin d'augmenter ses parts de marchés, de s'agrandir et de peser dans le jeu des échanges mondialisés, tout en détruisant les écosystèmes à travers le monde, comme au Brésil, où l'entreprise pratique la technique du brûlis et la monoculture de canne à sucre.

On pourrait imaginer plusieurs solutions pour éviter qu'une telle catastrophe ne se reproduise encore et encore. Exiger la rénovation des bassins, améliorer la procédure d'alerte en cas de catastrophe. Mais il nous semble important d'aller plus loin :

Tout d'abord, oui, il est primordial qu'une coordination d'urgence soit établie, pour que les frontières, dont les fleuves et les rivières, les poissons et les insectes, se foutent éperdument, ne soient plus une raison de non communication. Les autorités ne peuvent continuer de faire barrage et un plan de gestion d'urgence des catastrophes écologiques transfrontaliers doit être créé et opérationnalisé.

Ensuite, seulement deux petites semaines ont suffit à détruire des années de travail de préservation de la biodiversité. La Direction des Voies Hydrauliques, en charge de la gestion des aménagements du fleuve en Wallonie, doit permettre la régénération de la biodiversité en favorisant la rénovation et la mise en place d'infrastructure allant dans ce sens. Très pragmatiquement, il s'agira de ne plus penser uniquement à toujours plus de bateaux mais plutôt à permettre la cohabitation de ceux-ci avec la faune et la flore, en favorisant la reconnexion des bras mort, le lagunage ou encore la libération des lits fluviaux. Il s'agit aussi de prendre en compte, de façon concertée et holistique, les répercussions de cette catastrophe et ne pas l'empirer en poursuivant des travaux d'aménagement, comme la fauche des berges, comme nous avons déjà pu le dénoncer. Des solutions existent et les experts de terrain les connaissent, il n'y a pas d'autre solutions que de les écouter et de leur donner les moyens nécessaire au retour de la vie dans l'Escaut, ces moyens se matérialisent par du temps et de l'argent.

Enfin, il apparaît important de ne pas regarder le bout de notre nez, mais la globalité de la situation : le problème n'est pas seulement qu'un bassin se soit fissuré et que personne n'ait jugé bon de prévenir. Le problème, c'est que les autorités politiques et les multinationales, qui font tourner l'économie mondiale tout en nous menant droit dans le mur, n'en ont pas grand chose à faire de leur impact. Sur nous, sur le monde sauvage, l'humain, les animaux, les végétaux, tout ça leur importe peu. Par contre, l'argent, le profit, les parts de marché dans l'économie mondialisée, ça, ça les intéresse.Aujourd'hui, il est important de créer un monde où les entreprises comme Tereos ne sont pas les toutes puissantes, un monde où le vivant est placé aux centres des intérêts mondiaux.Il est urgent de nous tourner vers une agriculture locale, respectueuse de l'environnement, de redonner aux producteurs le pouvoir de gérer eux-mêmes leur production sans avoir à passer par des multinationales déshumanisées. Il est urgent que les matières premières agricoles ne puissent plus être des valeurs de spéculations sur les marchés boursiers. Ce n'est qu'en mettant fin à ce système laissant la liberté aux "puissants" pour se faire toujours plus d'argent qu'on pourra imaginer un monde où de telles catastrophes ne se produisent plus.

*Rédaction à 6 mains par le collectif **Tournai se bouge pour le climat** et le **Collectif Espace Public***

DÉCISIONS POLITIQUES ET CONFINEMENT

Par Sabrina (JOC CHARLEROI)

Parce qu'il y a trop d'informations et que je me noie dans les sites à essayer d'y comprendre quelque chose, je veux que cet article serve à donner des informations concises et pertinentes sur les mesures politiques et les revendications exprimées durant le confinement. Ceci afin de mettre la lumière sur les inégalités qui ont continué de grandir durant le confinement, mais aussi parce que nous sommes pour la plupart jeunes, que nous voulons voir des choses changer sans se faire entuber ni voir notre feu sacré anesthésié par cette crise.

Femmes

Durant cette pandémie, de nombreuses inégalités ont été mises en évidence, certaines étant accentuées par le confinement, d'autres prenant de nouvelles formes. D'où l'importance de souligner que les femmes sont davantage fragilisées en cette période. C'est ce qu'appuie le magazine scientifique *The Lancet* dans son enquête menée récemment à propos de l'impact de genre sur l'épidémie : « *Reconnaître dans quelle mesure l'épidémie impacte les hommes et les femmes différemment est une étape fondamentale pour comprendre les effets primaires et secondaires d'une urgence sanitaire sur différentes personnes et communautés et pour créer des politiques et des interventions efficaces et équitables*[1] »

Des collectifs féministes tels que les FPS et Vie Féminine ont rédigé une lettre ouverte à la Première ministre Sophie Wilmès : « *Ces inégalités ne sont pas nouvelles et en temps de crise, tous les éléments sont rassemblés pour qu'elles soient exacerbées.* » Des mesures ont été revendiquées par les acteurs et actrices de terrain dès le début du confinement notamment concernant le soutien des secteurs féminisés et des métiers dits de première ligne : le soutien aux familles monoparentales ; un accès facilité à l'IVG et à la contraception ; la garantie des droits sociaux et économiques des femmes ; l'accès aux services sociaux et à la santé ; les droits des femmes migrantes, ainsi que la sécurité des femmes victimes de violence.

Il y a également la fracture numérique que souligne le mouvement féministe Vie Féminine dans une autre lettre ouverte aux ministres[2]. Cette fracture entre les hommes et les femmes s'est creusée encore plus durant ce confinement. Les nombreuses démarches administratives en ligne, ou simplement l'accès à l'information, rendent la vie des femmes n'ayant pas accès au numérique très difficile, voire impossible. Leurs situations de précarité empêchent même parfois de posséder les appareils nécessaires. Un problème visiblement moins rencontré par les hommes

Alors que l'accès aux plannings familiaux et autres institutions est réduit ou inexistant, la proposition de loi concernant l'allongement d'IVG (Interruption volontaire de grossesse), de 12 à 18 semaines ainsi que la réduction du délai de réflexion de 6 jours à 48h, a été refusée et bloquée par certains partis politiques : « *Si elle avait été votée, on aurait pu éviter une grande partie des risques de situations dramatiques pour les femmes en cette période de confinement.*[3]»

Étudiant·e·s

Une angoisse latente a habité de nombreux étudiant·es en cette période. L'enseignement en ligne nécessite un accès à internet, des livres achetés en ligne, un environnement calme ainsi que des appareils numériques adaptés. Tant de choses que beaucoup de jeunes ont du mal à réunir pour continuer à suivre correctement leur cursus. Tou·tes n'ont pas les moyens d'avoir un ordinateur ou une connexion internet correcte, beaucoup vivent confinées en famille devant gérer la fratrie et les problèmes familiaux.

Près de 160 000 jeunes sont également jobistes selon les chiffres de l'ONSS. Le Conseil des Ministres a pris la décision de neutraliser

1 « *Recognising the extent to which disease outbreaks affect women and men differently is a fundamental step to understanding the primary and secondary effects of a health emergency on different individuals and communities, and for creating effective, equitable policies and interventions* » https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(20)30526-2/fulltext

2 https://www.rtbf.be/info/dossier/les-grenades/detail_confinement-les-femmes-sont-plus-touchees-par-la-fracture-numerique?id=10485130

3 https://www.solidaire.org/articles/coronavirus-et-droits-des-femmes-l-acces-l-avortement-fragilise

les heures de travail étudiant prestées au second semestre de 2020 et de ne pas les faire entrer en compte dans le calcul des 475 heures par an autorisées, ce qui est plutôt positif, mais cruellement insuffisant. La réelle urgence, pour la plupart des jeunes, reste tout bonnement l'incapacité pour la plupart de travailler et de percevoir un revenu minimum. Ils et elles se retrouvent dans une situation encore bien plus précarisée qu'avant.

La réelle urgence pour la plupart des jeunes reste l'incapacité de travailler et de percevoir un revenu minimum. Les jeunes CSC ont été à l'initiative d'une pétition pour débloquer 58 millions d'euros afin de créer un fond de solidarité pour la majorité des jobistes qui ne peuvent pas travailler durant la période de confinement et qui ne bénéficient pas du chômage temporaire ou de la sécurité sociale[4] . De nombreuses organisations étudiantes ont également réclamé : « *une augmentation des aides sociales et leur accessibilité aux étudiant·e·s étranger·e·s, l'annulation (et non le report) de tous les paiements non nécessaires : loyers, factures, crédits, etc. sans que cela ne provoque des expulsions.*[5] »

Travailleur·euse·s

Cette situation de confinement aura rendu les revendications du personnel des soins de santé plus urgentes et pertinentes que jamais. On retrouve, entre autres, sur le site de la *Santé en lutte* les revendications suivantes : demande de refinancement avec une transparence sur le budget, une revalorisation salariale, une diminution de l'âge de la pension, l'arrêt de la marchandisation des soins de santé[6]. Il y a également une volonté de convergence avec les mouvements sociaux. Ce qui souligne bel et bien que ce combat est plus que jamais politique. Mais à l'heure où la communication n'a jamais été aussi simple et facile d'accès, il n'y a toujours pas de stratégie nationale concluante, les soins de santé et les mesures sanitaires s'appliquent et s'organisent de manière très locale, avec les moyens du bord.

Le Conseil des ministres a approuvé, le 25 avril, un avant-projet d'arrêté royal pour « *aider les travailleurs actifs et leurs employeurs dans les secteurs économiques essentiels* [7]». Comment ? En déchargeant une partie de l'impôt des cotisations sociales sur les heures supplémentaires prestées pendant le confinement. C'est apparemment une stratégie pour pallier le manque de main d'œuvre. Oui, les gens ne veulent pas travailler de peur de tomber malade, alors on leur *offre* ça. J'ai eu beaucoup de mal à comprendre cette proposition de projet[8], qui semble être remplie de conditions et qui contient les mots « soutien financier ». Cependant au final, je ne pense pas que ça soit un avantage si faramineux. Et puis on rabote cet argent sur les cotisations sociales… Que doit-on en penser ?

Migrant·es

Les personnes sans-papiers sont également encore plus vulnérables face à ce qui se passe actuellement. Non seulement l'accès aux soins de santé est compromis de peur de se faire expulser, mais les conditions des centres fermés, déjà alarmantes, sont devenues encore plus inhumaines : « *Pour permettre la mise en place des mesures sanitaires, l'Office des étrangers a dû restreindre le nombre de personnes détenues en centre fermé. Les libérations sont des décisions individuelles et ont donc été traitées au cas par cas. (…) Les possibilités de rapatriement se sont en outre considérablement réduites en raison de la crise. Les retours n'ont néanmoins pas pris fin. Depuis le 13 mars, 93 éloignements ont été menés. Plusieurs députés de l'opposition ont réclamé que les expulsions soient suspendues, en vain.*[9] » Qu'est-ce qui définit dès lors la libération d'une personne ? Sur quelles bases ? Il y a un manque de transparence sur les critères de sélection des personnes *libérées*. Certains Centres fermés contiennent actuellement plus de matons que de personnes enfermées, je n'ose pas imaginer les abus qui doivent s'y produire. Les personnes enfermées n'ont même plus le droit de recevoir de visite de leur famille ou connaissances, car la politique des centres fermés, rigide comme à son habitude, les en empêche. Ce qui est une grave violation de leurs droits fondamentaux.

Concernant les rapatriements volontaires ou forcés, ils continuent de se faire dans le plus grand des silences. Ça ne devrait pas être le cas encore moins en période de confinement où chacun mérite de rester dans un endroit décent afin de ne pas être mis en danger face au virus : « *Nous ne comprenons pas pourquoi nous restons détenus, pourquoi certains sont libérés et d'autres sont détenus. Il n'y a pas de logique.*[10] » La seule décision prise par le gouvernement par rapport aux personnes migrantes que j'ai trouvée a été d'accélérer l'accès au marché du travail pour les demandeurs d'asile. Et tout cela bien sûr dans le but de servir les intérêts de la FEB et du patronat qui est encore une fois de pallier au manque de main d'œuvre durant le confinement.

Conclusion

Certaines références dans cet article ne parlent pas à proprement dit de décisions politiques prises durant le confinement, mais plutôt d'absence de réaction politique, de silence ou d'évitement. Et comme on dit, *le silence est une réponse* . La stratégie du choc de Naomie Klein qui soutient que des désastres importants sur un territoire conduisent à des chocs psychologiques sur la population, permettraient au système capitaliste et à ses dirigeants d'instaurer des réformes économiques ultralibérales. En somme, des réformes en faveur des riches et au détriment du peuple. Dans notre cas, ma crainte est que sous prétexte de la pandémie, l'État prenne des mesures liberticides par de soi-disant motivations sanitaires. C'est, selon moi, des dérives qui nous guettent. Je fais notamment référence aux drones de contrôle de la police, à la confiscation de nos smartphones, au traçage des citoyens, de leurs faits et gestes ainsi qu'au fichage de masse, mais également aux contrôles « sanitaires » de police.

Je suis profondément convaincue que, tout comme dans un jeu, il faut savoir touner les erreurs en sa faveur. Selon moi, le système capitaliste l'a bien compris et il utilise la pandémie en sa faveur ou en tout cas pour s'en sortir à moindre mal au détriment du peuple et de l'État de droit. Et nous devrions faire de même, nous servir de ces événements comme une opportunité. Je pense qu'il est possible de voir des issues positives à cette crise sanitaire. Il est plus qu'urgent de mieux comprendre le système dominant et d'imaginer un nouveau système économique et social pour éviter un maximum de retomber dans ses anciens travers. Mettons encore plus en lumière les inégalités qui se sont pour la plupart accrues durant le confinement pour les plus opprimés.

ACAT cependant.

4 http://www.jeunes-csc.be/news-actu/covid-19-petition-pour-garantir-les-revenus-des-jobistes

5 https://www.joc.be/les-jobistes-ne-sont-pas-de-la-chair-a-patron/

6 https://lasanteenlutte.org/nos-revendications/

7 https://www.lachambre.be/kvvcr/index.cfm

8 https://news.belgium.be/fr/conseil-des-ministres-du-27-mars-2020

9 https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_coronavirus-297-demandeurs-d-asile-deboutes-ont-ete-liberes-des-centres-fermes-annonce-maggie-de-block?id=10478561

10 https://www.gettingthevoiceout.org/paroles-de-detenu-au-centre-ferme-de-bruges/?fbclid=IwAR26fETH5Nt-mMe7_55v8cxfjHZQeoBQypjFLjUy-

Brouillard toxique

Première semaine de décembre 1930, un épais brouillard aux odeurs d'œufs pourris et particulièrement épais s'abat sur la vallée de la Meuse.

Merci pour la coupe.

À la prochaine Monsieur Ferdinand.

Il sera la cause de nombreux accidents.

Désolé, je ne vous avais pas vu.

Rentré chez lui, Monsieur Ferdinand ne se sent pas bien, il a de fortes douleurs à la poitrine, des nausées, sa gorge le brûle.

KOF! KOF! KOF!

Pendant un jour entier, le nuage recouvre le bassin sidérurgique liégeois dans une zone d'intense rejet de fumées industrielles.

Le lendemain, les vaches qu'on n'a pas amener aux pâturages sur les hauteurs à l'abri du brouillard, crèvent dans les étables.

Monsieur Ferdinand n'a pas plus de chance.

Une commission d'experts est mandatée pour clarifier les causes des troupeaux décimés et des 61 décès dans la population.
J'ai dû abattre mes cochons : ils suffoquaient.
Et pour mes arbres, quand le brouillard tombe : il brûle tout.
Je vais prélever un échantillon.
Un pharmacien définira pour la première fois les effets des pluies acides sur les végétaux ; les experts le déclarent incompétent et réfutent sa "théorie".

La commission établit pour la première fois le lien entre la pollution et la récurrence anormale du brouillard.
Alors qu'est-ce que ça donne ?
Les particules fines émises par les usines flottant dans l'air concentrent autour d'elles les gouttelettes de brume ; elles en sont la cause et en augmentent l'opacité.

Des autopsies sont pratiquées à la recherche d'un taux anormal de toxines lié au pic de pollution.
Nos poumons sont les parties du corps les plus en contact avec l'extérieur, sur une surface égale à celle d'un terrain de volley.

L'exposition journalière des riverains aux fumées d'usine masque le pic ponctuel lié au brouillard.
Je vous avoue que le macchabée est un de mes anciens patients qui se plaignait déjà de son travail à la mine.

Aucune relation ne sera établie entre conditions de travail et état de santé global des victimes, pour les médecins de l'époque, l'industrialisation à grande échelle n'a apporté que des bienfaits.

Soyons clair, les conditions de travail se sont améliorées et vu qu'il gagne mieux sa vie, l'ouvrier se nourrit mieux et peut aller habiter loin de la pollution des usines, en zone rurale.

Les experts se rendent dans les usines à zinc où les analyses aux abords montrent une plus forte concentration de particules fines.

Nous pensons à des dispositifs techniques pour assainir les fumées.

Impossible, le coût de la mise en place rendra ma production trop chère!

Si on n'est plus concurrentiel on sera obligé de délocaliser

Les patrons publient dans la presse des articles dénigrant l'ignorance des riverains et commandent des œuvres vantant les bienfaits de la technologie.

Magnifique tableau que vous avez là. Toute la beauté de la nature de notre bassin mosan associé au progrès industriel.

Les hommes politiques font comprendre à la commission leurs attentes.

Cet incident ne doit pas vous faire perdre de vue que le bien commun est plus important que des querelles mesquines et égoïstes de voisinage.

Sur cette carte nous avons établi qui était pour et contre l'usine. Les plaignants arrivés après l'installation de l'usine n'auront pas voix au chapitre.

La commission va élaborer des critères, proposer des lois et seuls les plus tenaces seront indemnisés.

Nos conclusions vont dans le sens de circonstances météorologiques exceptionnelles.

Pourtant le phénomène présentait pour la première fois, tous les méfaits d'une pollution dûe à une industrialisation intensive. Ces pages "résument" l'essai d'Alex Zimmer : "Broaillards toxiques", éditions Zones sensibles, qui permettra au lecteur curieux d'approfondir le sujet.

JOC
JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

RETROUVE-NOUS SUR

WWW.JOC.BE
FACEBOOK / INSTA :
JEUNES ORGANISES ET COMBATIFS
TWITTER : JOC_BE

BRUXELLES
19, Rue Plétinckx 1000 BRUXELLES
jocbruxelles@joc.be bruxelles@joc.be
Fb: Joc Bruxelles

CHARLEROI
167, Boulevard Tirou 6000 CHARLEROI
charleroi@joc.be joccharleroi@joc.be
Fb: Joc Charleroi

LA LOUVIÈRE
2, Rue du Marché 7100 LA LOUVIÈRE
lalouviere@joc.be
Fb: Joc La Louvière

LIÈGE
29/11, Rue Saint-Gilles 4000 LIÈGE
jocliege@joc.be
Fb: Joc Liege

MONS
10, Rue M. Bervoets 7000 MONS
jocmons@joc.be
Fb: Joc Mons Borinage

NAMUR
17, Place l'Ilon 5000 NAMUR
namur@joc.be
Fb: Joc Namur

TOURNAI
10/8, Avenue des Etats Unis 10 7500 TOURNAI
tournai@joc.be
FB: Joc Wapi Tournai

VERVIERS
25, Rue du Palais 4800 VERVIERS
jocverviers@joc.be
Fb: Joc Verviers

Une publication de l'asbl JOC-JOCF
Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Editeur responsable : Antoine Roisin - Asbl JOC-JOCF - 4, rue d'anderlecht 1000 Bruxelles

Sauf mention contraire, l''ensemble des textes sont sous licence Creative Commons
(CC BY-NC-SA 2.0 BE)
Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 2.0 Belgique